

MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**Les effets des différences institutionnelles au sein de l'engagement canadien en  
Afghanistan.**

par Maj Stéphane Dumas

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

Word Count:

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

Compte de mots : 17 767

## RÉSUMÉ

« L'engagement militaire et civil du Canada en Afghanistan constitue l'expression la plus affirmative de la politique étrangère du pays depuis la guerre de Corée dans les années 1950 ».

Cette citation du Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, souligne l'importance de la mission en Afghanistan dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne. L'Afghanistan a permis au gouvernement canadien de rehausser l'image, la réputation et la crédibilité du Canada sur la scène internationale. De plus, les FC ont démontré aux Canadiens et aux nations alliées, entre autres les États-Unis, leurs capacités pour conduire des opérations selon le spectre complet des opérations et donner ainsi un regain de vie à l'ethos militaire véhiculé au sein des FC.

Cependant, les progrès sont lents et les défis nombreux dans la lutte ardue contre des décennies de conflit violent, de guerre civile, de pauvreté, de corruption et d'abus de pouvoir. Il est alors normal de se demander pourquoi le gouvernement canadien va retirer les troupes en 2011 avant que les objectifs formels soient atteints.

Utilisant le modèle d'analyse institutionnelle de Scott, ce papier identifie les différences normatives et cognitives entre l'institution publique et l'institution militaire qui diminuent la synergie au niveau de l'approche « Whole of Government » pour adopter une stratégie intégrée pour aider un pays en faillite comme l'Afghanistan, à se rebâtir. Les arguments présentés révèlent une distorsion entre les intérêts réels du gouvernement, les énoncés formels des politiciens et certains objectifs des dirigeants militaires. Les différences culturelles entre les deux institutions vont influencer leurs perceptions quant au rôle des FC lors d'une mission à l'étranger et des intérêts nationaux recherchés, entre autres les relations bilatérales avec les États-Unis.

## TABLES DES MATIÈRES

Résumé	2
Tables des matières	3
Introduction	5
Chapitre 1 – Théorie et Histoire	8
1.    Le cadre d’analyse institutionnelle	8
2.    L’intervention canadienne	12
3.    Naissance des talibans	13
4.    Évolution et montée en pouvoir des talibans	16
5.    Faits importants	19
Chapitre 2 – Analyse institutionnelle	21
1.    Le Canada en Afghanistan	21
2.    Pilier régulateur	23
2.1    Lois et politiques: raison d’être de l’institution	23
2.2    Légitimité de l’intervention	25
2.3    Recommandations du rapport Manley	26
2.4    Comité du Cabinet sur l’Afghanistan	28
2.5    Approche du gouvernement canadien dans sa politique étrangère	29
2.5.1    Décisions importantes	29
2.5.2    Population mal informée	31
2.6    L’approche 3D – Whole of Government	32

3.	Pilier normatif	36
3.1	Les FC : une institution distincte	36
3.2	Valeurs vs intérêts nationaux	37
3.3	Politique étrangère canadienne	40
3.4	L'influence du Québec	42
3.5	La divergence au niveau des valeurs	44
4.	Pilier cognitif	47
4.1	Les relations civiles militaires	47
4.2	Perception des Canadiens sur le rôle des FC	48
4.3	Point de vue du Général Hillier	50
4.4	Image du Canada sur la scène internationale	53
4.5	Approche WoG	55
4.6	Rapport Manley	57
4.7	Société canadienne vs société afghane	58
4.8	Intérêt national : Relations avec les États-Unis	59
	Chapitre 3 – Synthèse	62
1.	Rétrospective	62
2.	Divergence d'opinion sur le rôle des FC	64
3.	Intérêts nationaux vs motifs réels	67
4.	Whole of Government : conflit entre deux cultures	70
	Conclusion	73
	Bibliographie	76

## INTRODUCTION

Le 11 septembre 2001, deux édifices américains mieux connus sous la désignation de « World Trade Centre » s'effondraient sous le regard attentif de millions de gens à travers le monde, suite aux attaques terroristes de l'organisation Al Qaeda; ceci bouleversa la communauté internationale. La médiatisation de cette crise catastrophique causant la mort de milliers d'innocents, a suscité une crise et le chaos au sein de la communauté internationale. Tous furent stupéfaits et secoués par cette triste nouvelle; la sécurité nationale des États-Unis et la sécurité internationale étaient remises en question. Les Américains venaient de se faire frapper sur leur propre territoire; une nouvelle page de l'histoire venait d'être éditée marquant ainsi le début d'un nouveau conflit communément appelé « la guerre contre le terrorisme ». Ce nouveau conflit a redéfini l'espace de bataille moderne nouvellement désigné comme l'environnement opérationnel contemporain et caractérisé par des méthodes de guerre irrégulière. Ceci a engendré une révolution au niveau de l'institution militaire et même politique. Une nouvelle menace était née suite à l'émergence de groupes extrémistes islamiques avec comme objectif le djihad.

Cet incident a initié une suite d'évènements qui ont créé bien de l'émoi au niveau politique sur la scène internationale. Le consensus général était clair, une intervention armée était requise pour renforcer la sécurité internationale et nationale de bien des pays. Au cours des semaines qui ont suivies, les États-Unis ont lancé une opération en Afghanistan contre Al Qaeda; le Président Bush déclarait officiellement la guerre contre le terrorisme. Une modernisation et révision de la politique extérieure et de la doctrine militaire était de mise pour définir une stratégie quant à l'emploi des forces militaires dans un contexte de contre-insurrection.

Le Canada fut touché par cette crise étant donné l'alliance forgée au cours de l'histoire avec les États-Unis. En effet, l'évolution de la relation bilatérale avec les États-Unis a renforcé le rôle prédominant des États-Unis dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne et dans l'atteinte des intérêts nationaux. De plus, l'évolution de la société internationale a forcé le Canada à s'adapter aux nombreux changements technologiques, économiques et culturels qui ont eu un impact sur le multilatéralisme enraciné au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ces changements très présents dans la législation canadienne font l'objet de bien des débats quant à la position et l'appui du Canada face aux actions prises par les Américains sur des questions d'ordre national et international, telles que le déploiement des troupes américaines en Afghanistan et en Irak. Le gouvernement canadien doit demeurer aux aguets pour modifier ou élaborer des politiques qui vont guider l'approche canadienne sur des problèmes ou des questions touchant la sécurité nationale, l'économie canadienne et la souveraineté; bref protéger les intérêts nationaux.

La réaction du Canada, suite aux événements du 11 septembre 2001, a créé des débats politiques et soulevé l'opinion publique au niveau national. Les événements qui ont suivis cet incident et qui seront étudiés dans cet ouvrage, ont mené au déploiement des Forces canadiennes (FC) en Afghanistan. La présence canadienne en Afghanistan a redéfini le statut et l'image du Canada dans ses relations multilatérales sur la scène internationale car les Canadiens sont maintenant engagés dans un conflit où des opérations de combat sont menées et des pertes sont au bilan. La réputation du Canada sur la scène internationale est aussi le résultat de l'évolution, au cours des soixante dernières années, de la politique étrangère canadienne où ses fondements qui datent du temps de Louis St-Laurent sont encore très présents. En effet, des notions telles que le règne du droit, le multilatéralisme et le nationalisme sont omniprésentes dans les messages

lancés par le Premier ministre (PM) Stephen Harper au public canadien et à la communauté internationale. Toutefois, l'influence des États-Unis et le rôle joué par les FC en Afghanistan créent des débats qui touchent certains problèmes institutionnels. Pourquoi l'engagement canadien dans un pays en faillite comme l'Afghanistan obtient-il des résultats marginaux ne respectant pas l'atteinte des objectifs définis initialement dans la stratégie du gouvernement? Le but de ce papier est de démontrer que les différences normatives et cognitives entre l'institution militaire et l'institution politique créent certains problèmes qui vont incommoder la stratégie développée par le Canada pour contrer l'insurrection et aider à rebâtir les capacités de la nation en Afghanistan. Ces différences culturelles ont un impact sur la perception du rôle que les FC jouent dans la politique étrangère. De plus, les objectifs définis dans la stratégie adoptée ne coïncident pas nécessairement avec les motifs réels des décisions prises concernant l'engagement canadien dans la mission en Afghanistan. Puis, l'approche « Whole of Government » (WoG) ne pourra obtenir la synergie requise pour mettre en œuvre une stratégie intégrée pour aider le gouvernement afghan à reconstruire les capacités de la nation étant donné les différences normatives et cognitives entre les deux institutions.

Cette thèse sera développée et analysée suivant le cadre d'analyse institutionnelle proposée par W. Richard Scott qui va permettre de soulever certains facteurs au niveau des trois piliers d'une institution : le pilier régulateur, le pilier normatif et le pilier cognitif. Dans un premier temps, une brève description du modèle analytique sera présentée afin de souligner les caractéristiques de chaque pilier ; ceci va permettre d'établir les concepts théoriques qui seront utilisés pour analyser les arguments. Par la suite une mise en contexte relatant certains traits clés de l'évolution du régime des talibans sera faite pour identifier certains critères qui vont dépendre l'émergence de l'insurrection en Afghanistan. Certaines observations seront utilisées pour

renforcer la pertinence de points soulevés dans la partie de l'analyse institutionnelle qui sera décortiquée selon les trois piliers: régulateur, normatif et cognitif. Chaque pilier sera étudié pour analyser certaines décisions du gouvernement canadien et des actions posées par les FC tout en faisant une comparaison entre les deux institutions pour identifier certaines différences culturelles. Par la suite, une synthèse sera produite pour identifier les différences normatives et cognitives et l'impact global sur l'approche canadienne dans la mission en Afghanistan. Finalement, quelques recommandations seront présentées pour améliorer l'intégration des ministères dans l'élaboration d'une stratégie fondée sur la politique étrangère canadienne pour supporter le gouvernement afghan dans ses efforts de développement des capacités au niveau de la nation.

## **CHAPITRE 1 – THÉORIE ET HISTOIRE**

### **Le cadre d'analyse institutionnelle**

Dans un premier temps, il est essentiel de définir les concepts qui seront utilisés pour présenter les arguments en cause. Le modèle d'analyse institutionnelle utilisé est celui décrit par W. Richard Scott dans son livre intitulé « Institutions and organizations, second edition ». Tout d'abord, il est important de définir ce qu'est une institution. Tel que défini par Rezki Lounnas, « une institution est une structure sociale durable, aux multiples facettes, composée d'éléments symboliques (culturels-cognitifs, normatifs et régulateurs), d'activités sociales, et de ressources matérielles »<sup>1</sup>. Une institution représente une entité reconnue officiellement qui développe des activités à l'intérieur de paramètres légaux, moraux et culturels-cognitifs<sup>2</sup>. Selon Scott, les

---

<sup>1</sup> Rezki Lounnas, "Théorie des institutions et applications aux organisations", cahier de recherche no 04-01 ; accessible à [http://neumann-hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04\\_04\\_01.pdf](http://neumann-hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04_04_01.pdf); Internet ; consulté le 20 janvier 2010.

<sup>2</sup> *Ibid*, p. 10.

institutions sont des structures sociales qui ont atteint un haut niveau de maturité<sup>3</sup>. Les institutions sont composées d'éléments culturels-cognitifs, normatifs et régulateurs que lorsque regroupées ensemble et associées à des activités, fournissent de la stabilité et un sens à la vie sociale<sup>4</sup>. Elles comprennent des particularités très durables de la vie sociale qui, transmises habituellement de génération en génération, ont tendance à être maintenues et qui résistent aux changements<sup>5</sup>. Par exemple, les FC forment une institution qui présente des particularités distinctes du reste de la société canadienne. Les FC sont régies par un ensemble de lois, règlements et politiques tels que les Ordonnances et règlements des FC (ORFC), les Ordonnances administratives des FC (OAFC), le code d'éthique, etc.. De plus, les FC véhiculent des valeurs propres à la profession des armes où l'éthos militaire et l'honneur du guerrier représentent un aspect fondamental de l'institution<sup>6</sup>. Les FC ont développé, au cours de l'histoire, des traditions, des croyances, des façons de voir, de penser et d'agir selon certaines situations. L'entraînement de base des soldats et des officiers assure l'endoctrinement de cette culture et de ces traditions pour assurer que ces traits qui distinguent l'institution des FC soient transmis de génération en génération.

Tel que défini dans le paragraphe précédent, une institution comporte trois piliers qui soutiennent les structures institutionnelles : le pilier régulateur, normatif et cognitif. Ces trois fondements permettent d'expliquer et de comprendre des décisions, des comportements, des

---

<sup>3</sup> W. Richard Scott, *Institutions and organizations. Second edition* (California : Sage publications, 2001), p. 48.

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 49.

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 49.

<sup>6</sup> Ministère de la Défense nationale. *Servir avec honneur : La profession des armes au Canada*, Kingston (ON : Institut de leadership des Forces canadiennes, 2005), p. 33.

actions au sein d'une institution lorsque confrontée à une situation. Le premier pilier, le régulateur, représente l'ensemble des lois, des politiques et des règlements qui définissent une institution. La base de légitimité de ce pilier est fondée sur l'aspect légal<sup>7</sup>. Les membres de l'institution respectueux des règlements vont agir de manière instrumentale car le mécanisme est coercitif<sup>8</sup>. Cette caractéristique va créer un cadre normatif; donc les piliers normatifs et régulateurs se renforcent mutuellement<sup>9</sup>. Le deuxième pilier, le normatif représente les valeurs et les normes. Les valeurs sont ce que les gens jugent important et servent de guide dans les décisions et les actions<sup>10</sup>. Elles influencent les comportements dans la mesure où elles sont intégrées aux pratiques institutionnelles<sup>11</sup>. Les normes vont dicter comment les choses doivent être faites et vont définir les moyens légitimes utilisés pour atteindre des buts et des objectifs qui seront influencés par les valeurs<sup>12</sup>. Les systèmes normatifs imposent donc des contraintes aux divers comportements sociaux ; toutefois, ils autorisent et facilitent les actions sociales<sup>13</sup>. En effet, ils vont donner des droits comme des responsabilités, des privilèges comme des devoirs, etc.<sup>14</sup>. Le troisième pilier, le cognitif-culturel, représente les perceptions partagées de la nature

---

<sup>7</sup> Rezki Lounnas, "Théorie des institutions et applications aux organisations", cahier de recherche no 04-01 ; accessible à [http://neumann.hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04\\_04\\_01.pdf](http://neumann.hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04_04_01.pdf); Internet ; consulté le 20 janvier 2010.

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 12.

<sup>9</sup> *Ibid*, p. 12.

<sup>10</sup> Ministère de la Défense nationale. *Le leadership dans les Forces canadiennes : Fondements conceptuels* (Kingston, ON : Institut de leadership des Forces canadiennes, 2005), p. 18.

<sup>11</sup> *Ibid*, p. 18.

<sup>12</sup> Scott, *Institutions and organizations...*, p. 55.

<sup>13</sup> *Ibid*, p. 55.

<sup>14</sup> *Ibid*, p. 55.

de la réalité sociale et les cadres qui servent à donner un sens à la réalité<sup>15</sup>. Chaque individu va interpréter une situation selon sa perception des choses, ce qui va engendrer une action. Selon les théoriciens culturels-cognitifs, la conformité existe car certains comportements sont inconcevables, donc des routines sont suivies car elles sont acceptées comme la manière de faire les choses<sup>16</sup>. Ces trois piliers reliés ensemble vont faire en sorte que les membres d'une institution comme les FC vont réagir à une situation de telle façon.

Les institutions doivent être reconnues comme légitimes et crédibles aux yeux de la société pour survivre; elles doivent être acceptées<sup>17</sup>. Les piliers qui forment une institution doivent être reconnus par la société comme étant acceptables pour ainsi renforcer la légitimité d'une organisation. Les FC véhiculent des valeurs militaires basées sur celles de la société. Ceci rend l'ethos militaire légitime et fait en sorte que l'institution militaire puisse adopter des normes qui seront suivies pour poser des actions qui seront acceptées par la population canadienne. De plus, les régulations au sein des FC ont été rédigées selon les lois et les politiques canadiennes, ceci justifie la légalité des règlements militaires et rend imputables les FC au gouvernement canadien et par le fait même à la population canadienne. L'aide humanitaire offerte par les FC représente un ensemble de comportements acceptés et ancrés au sein de la population canadienne, c'est-à-dire, aider un pays dans le besoin est considéré par la majorité des Canadiens comme la bonne chose à faire. Donc, l'institution militaire trouve sa légitimité et sa crédibilité à travers ses trois piliers.

---

<sup>15</sup> Rezki Lounnas, "Théorie des institutions et applications aux organisations"..., p. 13.

<sup>16</sup> Scott, *Institutions and organizations*..., p. 57.

<sup>17</sup> *Ibid*, p. 58.

## **Intervention canadienne**

L'intervention de l'OTAN en Afghanistan soulignée par un premier déploiement américain en 2001 comme réponse aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 ne faisait que rajouter une autre page d'histoire à ce pays qui est en guerre depuis plusieurs décennies. Les Afghans sont témoins et victimes de violence depuis bien des années. L'invasion soviétique en 1979 qui s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 1980 a marqué l'histoire de ce peuple. La guerre civile qui a suivie au cours des années 1990 où le régime taliban est né a conduit au déploiement de l'OTAN incluant un contingent de soldats canadiens qui comptent aujourd'hui plusieurs citoyens canadiens dont plusieurs membres de différents ministères gouvernementaux; cet aspect sera abordé plus en détail dans la prochaine section.

Le conflit dans lequel le Canada est engagé aujourd'hui en Afghanistan n'est guère celui auquel le gouvernement canadien, dont le ministère de la Défense Nationale, croyait s'être commis lors de la première mission en 2001 où environ 1000 soldats canadiens furent déployés, suivi par une deuxième intervention en 2003 qui comptaient environ 2000 soldats. Le contingent canadien actuel, désigné comme Force opérationnelle interarmées – Afghanistan (FOI-Afg), compte plus de 3000 soldats et civils canadiens. Cette augmentation des effectifs incluant une participation du « Whole-of-Government » (WoG) est le résultat de l'évolution du conflit et la prise de conscience concernant l'environnement opérationnel contemporain dans lequel le Canada est engagé, soit une insurrection. Le WoG comprend le ministère de la Défense nationale (MDN), le ministère des affaires étrangères et commerce international Canada (MAECI), l'agence canadienne de développement international (ACDI), les services correctionnels Canada (SCC) et la gendarmerie royale du Canada (GRC). Cette section va souligner certains événements clés de l'évolution des talibans, entre autres, l'émergence des

talibans au cœur de la société afghane, leur montée au pouvoir, certains incidents décisifs qui expliquent leur situation actuelle et certains enjeux politiques, ce qui va permettre de peindre l'insurrection en Afghanistan en 2010; situation à laquelle le gouvernement canadien, dont les FC et le WoG doivent faire face. Ce recul dans l'histoire va permettre d'identifier certains facteurs qui seront utilisés dans le prochain chapitre pour analyser chaque pilier du modèle d'analyse institutionnelle.

### **Naissance des talibans**

La province de Kandahar représente un pilier stratégique pour l'Afghanistan<sup>18</sup>. En effet, elle est le berceau où les talibans sont nés et représente l'intersection de lignes de communications essentielles en Afghanistan qui relient Herat à l'Ouest et Kaboul à l'Est et dont les voyageurs en provenance du Pakistan doivent passer<sup>19</sup>. De plus, Kandahar comporte plusieurs bases essentielles qui ont été utilisées par les moudjahidin pour infiltrer la ville de Kandahar contre les Soviétiques au cours des années 1980 dans les districts de Panjawai, Arghandab et Dand<sup>20</sup>. Ces trois districts forment un triangle dont le centre est la ville de Kandahar. Ces trois districts sont maintenant utilisés par les Talibans dans leur quête de reprendre la ville de Kandahar; ceci prouvant son importance stratégique<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> Carl Forsberg, "The Taliban's campaign for Kandahar", Institute for the study of war, Afghanistan report no 3, December 2009; accessible à [http://www.understandingwar.org/files/The\\_Talibans\\_Campaign\\_For\\_Kandahar.pdf](http://www.understandingwar.org/files/The_Talibans_Campaign_For_Kandahar.pdf); Internet; consulté le 24 janvier 2010.

<sup>19</sup> *Ibid*, p. 8.

<sup>20</sup> *Ibid*, p.12.

<sup>21</sup> *Ibid*, p.12.

L'invasion soviétique au cours des années 1980 a laissé bien des blessures de guerre chez les chefs moudjahidin marquant ainsi un conflit à caractère brutal et sanguinaire<sup>22</sup>. L'armée soviétique composée de chars, d'artillerie et d'une large masse de soldats dotée d'une technologie beaucoup plus avancée que les moudjahidin, a forcé le regroupement des moudjahidin. Ces derniers financés et fournis en armes par les Américains, la Chine et les Émirats arabes ont lancé une guerre sainte aussi appelée djihad contre les « athés »<sup>23</sup>. Ce conflit qui se termina par le retrait des troupes soviétiques en 1989, et qui coûta la vie à plus de 1,5 millions d'Afghans allait créer une seconde génération de moudjahidin qui se sont nommés « talib » (taliban au pluriel), qui signifie étudiant en religion ; ces derniers recherchent la connaissance que le mollah enseigne à la madrasa<sup>24</sup>.

Après le retrait soviétique en 1989, une lutte intense contre le président Najibullah surgit et dura jusqu'à la prise de Kaboul par les tadjiks en 1992 imposant ainsi une défaite aux pashtounes<sup>25</sup>. Pour la première fois en trois cents ans, les pashtounes perdaient la capitale; une guerre civile éclata aussitôt marqué par de nombreux bombardements dans la ville de Kaboul<sup>26</sup>. L'Afghanistan était maintenant divisé parmi les différents seigneurs de guerre assoiffés de pouvoir et d'argent qui étaient pour la plupart ex-moudjahidin. Crimes, abus, économie en déclin caractérisaient maintenant ce pays. Beaucoup cherchaient une solution et bien des discussions au sein de groupes de moudjahidin, de mullah avaient lieu<sup>27</sup>. Plusieurs tentatives de

---

<sup>22</sup> Ahmed Rashid, *L'ombre des Talibans* (Paris : Éditions Autrement, 2001), p. 38.

<sup>23</sup> *Ibid*, p. 30.

<sup>24</sup> *Ibid*, p. 43.

<sup>25</sup> *Ibid*, p. 41.

<sup>26</sup> *Ibid*, p. 41.

<sup>27</sup> *Ibid*, p. 43.

ramener la paix ont échoué ce qui amena les mollahs qui avaient combattu au sein des moudjahidin de se rendre à Kandahar pour discuter avec mollah Omar de la situation en déclin<sup>28</sup>. Tous restèrent avec lui et après maintes discussions, un programme fut écrit pour redresser la situation: rétablir la paix, désarmer la population, appliquer la loi du sharia et défendre l'intégrité et le caractère islamique de l'Afghanistan<sup>29</sup>. Étant donné que tous étudiaient dans une madrassa, ils choisirent de se nommer taliban et s'identifièrent comme un mouvement désireux de rectifier la situation ou de nettoyer la société<sup>30</sup>.

La naissance des talibans est le produit de la société afghane où la population s'est tournée vers eux pour régler des différends. En effet, la mobilisation du premier groupe de talibans armés, s'est produite après que deux adolescentes furent enlevées et violées; Omar rassembla un groupe de « talib » qui libéra les jeunes filles et le commandant fut pendu<sup>31</sup>. Cet incident fut suivi par un autre dans lequel un jeune garçon fut libéré suite à une querelle entre deux commandants qui se battaient pour se l'arracher et où des civils furent tués<sup>32</sup>. Donc les actions de mollah Omar furent acceptées et rendues légitimes par la population qui se tournait vers lui pour les aider. Cet aspect de l'émergence des talibans est un facteur clé que les FC et le WoG doivent considérer dans leur approche pour contrer l'insurrection. La population afghane qui est au cœur même du conflit a contribué à l'émergence de ce mouvement qui était vu comme

---

<sup>28</sup> *Ibid*, p. 43.

<sup>29</sup> *Ibid*, p. 43.

<sup>30</sup> *Ibid*, p. 43.

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 46.

<sup>32</sup> *Ibid*, p. 46.

une force libératrice qui ne demandait en retour que d'être supporté. Il est maintenant important de souligner certains événements qui vont caractériser l'évolution de ce mouvement islamique.

### **Évolution et montée en pouvoir des talibans.**

Le mouvement des talibans dirigé par Mollah Omar a connu une émergence reconnue comme une réforme islamique qui a transformé la nature de la société et de la croyance afghane sur le plan social et politique<sup>33</sup>. La population afghane étant divisée entre les centres urbains et le milieu rural basé en majeure partie sur l'agriculture est caractérisée par un pourcentage élevé d'analphabètes; un treizième de la population seulement sait lire et écrire<sup>34</sup>. L'auteur, lors de son déploiement à Kandahar en Afghanistan en 2007-2008 a eu l'opportunité de rencontrer certains « power broker ». Suite à de multiples discussions, il est important de noter que seul les mollahs sont autorisés à lire le coran, livre qui représente la bible telle que reconnue au Canada. De plus, étant donné que la plupart des villages éloignés des centres urbains principaux comme Kandahar, sont composés de gens qui ne savent pas lire, le rôle du mollah est déterminant dans la vie sociale et culturelle des afghans. Les talibans sont passés maître dans l'art d'influencer la perception de la population quant à leur croyances, valeurs, modes de vie, etc.. Mollah Omar étant l'un des mollahs influents à Kandahar, a utilisé certaines actions posées par lui et ses étudiants pour gagner le support de la population et ainsi renforcer l'image des talibans, ceci fut essentiel pour leur montée en pouvoir.

Mollah Omar a su utiliser d'une main de maître le concept du djihad. Le djihad est basé sur la lutte spirituelle qu'un musulman se livre dans sa quête de devenir un être humain meilleur,

---

<sup>33</sup> *Ibid*, p. 120.

<sup>34</sup> Forsberg, *The Taliban's campaign for Kandahar*", *Institute for the study of war, Afghanistan report no 3...*, p. 14.

de se perfectionner et d'aider sa communauté<sup>35</sup>. De plus, le djihad exige obéissance à Dieu et l'application de ses commandements sur terre<sup>36</sup>. L'islam autorise la révolte contre un chef injuste et le djihad est le mécanisme qui permet les changements<sup>37</sup>. Les talibans se sont servis de cet argument pour combattre les seigneurs de guerre corrompus et mener leur djihad<sup>38</sup>. Donc, l'interprétation du coran par les talibans couplés au leadership exercé par les mullahs et commandants talibans ont joué un rôle important dans leur quête de pouvoir où la population est impliquée et en partie responsable de leur ascension vers le sommet.

Les relations solides établies entre les talibans et le Pakistan sont basées sur des croyances communes étant donné que plusieurs talibans ont étudié dans les madrassa au Pakistan. Le résultat de la guerre contre les Soviétiques a créé des milliers d'orphelins et de réfugiés qui ont été forcés de se diriger de l'autre côté de la frontière, soit au Pakistan, pour y établir un nouveau logis<sup>39</sup>. Ces enfants ont grandi dans la haine et appris à combattre, dans l'esprit du djihad; beaucoup d'entre eux ont joint les rangs des talibans<sup>40</sup>. De plus, certains incidents marqués par des actions posées par les talibans ont solidifié cette relation et ont eu un effet positif sur l'accroissement militaire et économique des talibans et leur marche à travers l'Afghanistan. En effet, l'intervention des talibans en novembre 1994 pour démembrer les nombreuses barrières et poste de péages illégaux sur la route qui reliait la ville de Kandahar et le

---

<sup>35</sup> Rashid, *L'ombre des Talibans...*, p. 121.

<sup>36</sup> *Ibid*, p. 121.

<sup>37</sup> *Ibid*, p. 121.

<sup>38</sup> *Ibid*, p. 121.

<sup>39</sup> Pierre Tristan, "History of the Taliban : who they are, what they want", accessible à <http://middleeast.about.com/od/afghanistan/ss/me080914a.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>40</sup> *Ibid*, p. 3.

Quetta au Pakistan contribua à sécuriser les voies de communications essentielles à l'économie des deux pays<sup>41</sup>. Cet incident a créé un mouvement de recrutement chez les talibans; en décembre 1994, 12 000 étudiants afghans et pakistanais avaient rejoint les rangs des talibans. Peu longtemps après, les talibans mettaient en application la loi du sharia, fermaient les écoles aux filles, interdirent le travail extérieur aux femmes, interdirent les postes de télévision, bien des sports et divertissements, puis ordonnèrent aux hommes le port de la barbe<sup>42</sup>. Par la suite, leur ascension rapide a permis de stabiliser 12 provinces où les routes furent ré-ouvertes, la population désarmée et les seigneurs de guerre locaux démis de leur pouvoir<sup>43</sup>. Les talibans étaient perçus comme un mouvement libérateur malgré les lois strictes qu'ils imposaient. Certaines provinces connaissaient à nouveau une certaine stabilité; ceci contribua à rehausser leur support et leur crédibilité. De note, les talibans, ont permis à certaines organisations terroristes, entre autre Al-Quaeda sous la direction d'Osama bin Laden, de mener des camps d'entraînement en territoire afghans; des liens unissent bin Laden aux talibans<sup>44</sup>. En effet, bin Laden a combattu avec les moudjahidin et même financé les talibans<sup>45</sup>; cette union fut condamnée par les États-Unis.

Cependant, la prise de possession de Kaboul par les talibans en 1996 suivie par leur régime caractérisé par la violence au cours des deux prochaines années a alarmé la communauté internationale en 1998 et aussi créé le mécontentement et le désaccord au sein de la population

---

<sup>41</sup> Rashid, *L'ombre des Talibans...*, p. 51.

<sup>42</sup> *Ibid*, p. 51.

<sup>43</sup> *Ibid*, p. 52.

<sup>44</sup> Laura Hayes, , Borgna Brunner and Beth Rowen, "Who are the Taliban? Their history and their resurgence", accessible à <http://www.infoplease.com/spot/taliban.html>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>45</sup> *Ibid*, p. 3.

afghane. En effet, l'Union Européenne a suspendu l'aide humanitaire et les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) ont fermé leurs bureaux à Kaboul en juillet 1998<sup>46</sup>. Étant donné les multiples problèmes économiques et la pauvreté omniprésente à travers le pays, l'aide humanitaire était essentielle à la population; ceci a eu un effet négatif quant au support de la population pour le régime taliban. Par la suite, l'ONU a voté une résolution sévère contre les talibans en 1998 puis adopté la résolution 1363 quant à l'application des sanctions contre les talibans en juillet 2001. Finalement, les actes terroristes du 11 septembre 2001 ont provoqué une réaction de la communauté internationale vis-à-vis bin Laden et les talibans. L'intervention de l'OTAN sous l'égide d'une résolution de l'ONU en Afghanistan est le résultat du régime extrémiste exercée par les talibans. La situation actuelle est toujours caractérisée par un environnement de violence et de dispute. En effet, la rivalité entre les tribus majeures à Kandahar détériore les efforts de coopération pour former des mouvements politiques unifiés qui défendraient les intérêts de ces mêmes tribus<sup>47</sup>. Cette tendance définit en partie la complexité du problème entourant la gouvernance. Couplés à cet aspect, les enjeux politiques de différents états impliqués dans ce conflit compliquent la situation et rendent difficiles l'approche ou stratégie à adopter.

### **Faits importants**

Ce bref historique de l'émergence des talibans permet de peindre le contexte dans lequel le Canada s'est commis. Ayant en tête une mission de soutien de la paix, les Canadiens ont été déployés au cœur même d'une insurrection où les insurgés ont pris racine au sein de la population. En effet, la période post soviétique caractérisée par une guerre civile où les

---

<sup>46</sup> Rashid, *L'ombre des Talibans...*, p. 280.

<sup>47</sup> Forsberg, *The Taliban's campaign for Kandahar*, *Institute for the study of war, Afghanistan report no 3...*, p. 15.

seigneurs de guerre étaient maîtres et rois a attisé cette quête de stabilité et de sécurité chez plusieurs anciens moudjahidin, mollahs et Afghans. Tous se sont retournés vers Mollah Omar pour libérer le pays en pleine défaillance ; la population afghane a donc par défaut, accordé la légitimité et la crédibilité à ce mouvement de réformiste islamique.

L'histoire a démontré que ce peuple a évolué dans une société frappée par la guerre dans laquelle s'est développée au cours des siècles, une culture de guerrier sanguinaire et sans pitié, prête à tout pour survivre. Dans son article, Clifford May exprime cet aspect de leur culture : «It is a country used to violence. It is also a country traumatized by violence»<sup>48</sup>. En effet, les moudjahidin ont réussi à arrêter l'invasion soviétique dotée d'une armée plus nombreuse avec une technologie beaucoup plus avancée démontrant un esprit de guerrier aiguisé. Cette réalité du passé est toujours présente aujourd'hui en 2010. Les forces de la Coalition sont munies d'une technologie nettement supérieure avec une très large masse de troupes qui pourtant ne peuvent rétablir la stabilité et la sécurité qui va permettre à l'Afghanistan de se développer sur le plan social, économique et politique. De plus, il est important de noter qu'aucun étranger n'a jamais réussi à manipuler les Afghans<sup>49</sup>, et malgré le fait que les talibans ont été renversés lors de l'intervention américaine en 2001, ils n'ont jamais été vaincus<sup>50</sup>. Cet aspect fondamental de la culture afghane doit être considéré dans l'approche canadienne pour aider le développement de ce pays.

---

<sup>48</sup> Clifford D. May, « The Taliban : a brief history », National Post, 17 juillet 2009; accessible à <http://www.nationalpost.com/news/story.html?id=1799662>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>49</sup> Rashid, *L'ombre des Talibans...*, p. 232.

<sup>50</sup> Pierre Tristan, "History of the Taliban : who they are, what they want", accessible à <http://middleeast.about.com/od/afghanistan/ss/me080914a.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

L'influence des Etats-Unis en Asie centrale a joué un rôle déterminant dans l'évolution du conflit. Le Canada partageant sa frontière avec les américains doit demeurer aux aguets de ce grand jeu concernant le contrôle des ressources énergétiques en Asie centrale. L'Afghanistan étant situé au milieu de cette région offre des voies de communications aux pays détenteurs de richesses naturelles pour exporter les richesses énergétiques vers la Chine et l'Europe. Nul doute qu'une fois l'Afghanistan stabilisé, la construction d'un pipeline permettant d'exporter le gaz et le pétrole vers le Pakistan et l'Inde et, par le fait même les Etats-Unis, sera possible. Certains auteurs sont d'avis pour dire que la situation en Afghanistan est le produit de deux décennies marquées par la compétition entre différents états, rivalité toujours présente aujourd'hui; l'intervention internationale ne fait que compliquer le problème au lieu de le résoudre<sup>51</sup>. Ces critères seront utilisés dans l'analyse des trois piliers institutionnels pour identifier certains écarts entre les objectifs stratégiques canadiens et les motifs réels du gouvernement canadien dans la stratégie pour contrer l'insurrection et aider au développement en Afghanistan.

## **CHAPITRE 2 – ANALYSE INSTITUTIONNELLE**

### **Le Canada en Afghanistan**

Le déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan en 2001 a initié une série de débats au niveau national impliquant les leaders politiques et le leadership stratégique et opérationnel des FC sur des questions touchant le rôle des FC dans l'élaboration de la politique étrangère. Étant donné les divergences d'opinion entre les politiciens et les leaders militaires, ce qui est important pour les dirigeants politiques est souvent différent de ce qui est important pour

---

<sup>51</sup> Struggle.ws, « After for Afghanistan» <http://struggle.ws/pdfs/wt2.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

les dirigeants des FC<sup>52</sup>. Les engagements canadiens outremer au cours des dernières décennies ont développé certaines normes, croyances, valeurs et façons de faire qui ont contribué à forger une perception du rôle des FC. Ce rôle attribué aux FC est perçu différemment par les politiciens, le leadership senior des FC et la population. Par exemple, la perception de la population canadienne concernant le rôle des soldats canadiens, démontre l'étiquette du casque bleu<sup>53</sup>, ce qui est différent de la vision de l'ancien Chef d'État-major de la Défense (CÉMD) qui associe les soldats canadiens à des guerriers<sup>54</sup>.

Le déploiement en Afghanistan a soulevé l'attention et le criticisme des Canadiens quant à la décision de participer à la mission en Afghanistan et au rôle des FC dans ce conflit. En effet, les derniers sondages effectués en octobre 2009 démontrent une baisse de 14 % quant au support des Canadiens envers la mission en Afghanistan ; le pourcentage qui était de 59% en juin 2006 est passé à 45% en octobre 2009<sup>55</sup>. Le Canada habitué de voir ses soldats mener des opérations de soutien de la paix a réagi négativement suite au retour des premières dépouilles canadiennes. La population étant sur l'impression que ses soldats avaient un rôle d'aide humanitaire n'était pas prête à cette nouvelle réalité. Les Canadiens n'étaient pas à l'aise de voir leurs soldats mener des opérations de combat contre des forces non conventionnelles qui utilisent des méthodes de

---

<sup>52</sup> Janis Gross Stein and Eugene Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar* (Toronto : Penguin group, 2007), p. 9.

<sup>53</sup> J.L. Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world* (Toronto : HarperCollins Publishers Ltd, 2007), p. 25.

<sup>54</sup> Rick Hillier, *A soldier first* (Toronto : HarperCollins Publishers Ltd, 2009), p. 442.

<sup>55</sup> All Headline News, "Survey: Support by Canadians for military mission in Afghanistan down to 45 percent", [http://www.innovativeresearch.ca/091027\\_All%20Headline%20News\\_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf](http://www.innovativeresearch.ca/091027_All%20Headline%20News_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf); Internet; consulté le 25 février 2010.

guerre irrégulières<sup>56</sup>. De plus, aucun politicien ou leader militaire s'attendait à lutter contre une insurrection bien organisée en Afghanistan, ce concept allait toutefois gagner de la popularité au sein du gouvernement et des FC<sup>57</sup>.

Le prochain chapitre va analyser certaines décisions clés du gouvernement canadien pour identifier certains facteurs ancrés dans la culture canadienne qui font en sorte que la stratégie adoptée par le Canada rencontre bien des obstacles au Canada et n'obtient pas nécessairement les résultats attendus par tous. Ces décisions souvent complexes impliquent plusieurs facteurs influents entre autres les objectifs définis dans la politique étrangère canadienne, les intérêts nationaux, les objectifs des chefs militaires et l'opinion publique. Étant donné la complexité du sujet, l'analyse institutionnelle va permettre d'identifier certains facteurs qui souvent influencent négativement l'approche adoptée qui va servir de base aux différents joueurs qui seront déployés dans la nation hôte. Afin de bien cerner la question, l'analyse sera divisée selon les trois piliers institutionnels : régulateur, cognitif et normatif.

## **Pilier régulateur**

### *Lois et politiques : raison d'être de l'institution*

Le déploiement des FC en Afghanistan a obligé le gouvernement canadien à élaborer une stratégie nationale afin de clarifier les intérêts nationaux pour pouvoir lutter contre une insurrection<sup>58</sup>. De plus, les objectifs définis par le gouvernement canadien requièrent la

---

<sup>56</sup> Janis Gross Stein and Eugene Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar* (Toronto : Penguin group, 2007), p. 233.

<sup>57</sup> *Ibid*, p. 210.

<sup>58</sup> American diplomacy, "Success in irregular warfare : Structures and strategies needed", [http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday\\_irregular.html](http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday_irregular.html); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

synchronisation des efforts des différents ministères impliqués, étant donné que la défaite des insurgés est au niveau politique; une approche WoG a alors été mise sur pied. Cette approche se veut l'évolution du concept 3D, Défense, Diplomatie, Développement, qui est basé sur les lois et les politiques canadiennes. La stratégie élaborée met l'accent sur le développement des capacités de la nation et représente la légalité de l'engagement canadien en Afghanistan.

Le premier pilier, le régulateur, représente l'ensemble des lois, des politiques et des règlements canadiens qui servent de référence dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne, et par le fait même, qui définissent et guident la stratégie canadienne en Afghanistan. La légitimité de la stratégie est fondée sur le plan légal<sup>59</sup>. Le WoG dont les FC font partie va prendre des décisions et poser des actions légales car ils doivent obéir aux lois et suivre les lignes de conduite définies dans les politiques canadiennes<sup>60</sup>. La décision de déployer les FC doit donc être selon la politique étrangère canadienne étant donné le rôle des FC dans l'élaboration de la politique canadienne. La guerre représente le prolongement de la politique avec la diversité d'autres moyens<sup>61</sup>.

Tel que souligné dans le livre *Servir avec Honneur*, la profession militaire canadienne a toujours été exercée dans un contexte institutionnel établi par le gouvernement canadien utilisant des lois constitutionnelles<sup>62</sup>. La responsabilité professionnelle des soldats canadiens impose une obligation particulière à ces derniers car ils sont des représentants du gouvernement du Canada et

---

<sup>59</sup> Lounnas, "Théorie des institutions et applications aux organisations"..., p. 12.

<sup>60</sup> *Ibid*, p. 12.

<sup>61</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p. 83.

<sup>62</sup> Ministère de la Défense nationale, A-PA-005-000/AP-001, *Servir avec honneur : La profession des armes au Canada* (Kingston, ON: Institut de leadership des Forces canadiennes, 2005), p. 37.

ils doivent agir en toutes circonstances selon les objectifs stratégiques définis par le gouvernement<sup>63</sup>. Donc, les troupes canadiennes déployées en Afghanistan doivent conduire des opérations tenant compte de ces implications; leurs décisions et actions doivent être reliées à la stratégie adoptée par le gouvernement. Le pilier régulateur va analyser les lignes directrices de la stratégie canadienne, les objectifs fixés par le Cabinet, l'impact de l'Afghanistan sur la politique étrangère du Canada et l'approche canadienne centrée sur le WoG. Ceci va permettre de soulever des facteurs qui vont identifier certains problèmes institutionnels qui ont un impact sur l'approche adoptée, entre autre la synergie du WoG.

### *Légitimité de l'intervention*

Tout d'abord, il est important de mentionner que l'intervention canadienne en Afghanistan fait partie d'une mission qui a été explicitement autorisée par une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies en septembre 2007<sup>64</sup>. De plus, l'intervention fut supportée par les 26 pays membres de l'OTAN; donc le Canada, par sa participation en Afghanistan, défend et applique le droit international<sup>65</sup>. Puis, les forces de la Coalition sont en Afghanistan à la demande et l'approbation du gouvernement afghan élu<sup>66</sup>. En effet, tel que stipulé dans « The Afghanistan Compact » en 2006 à Londres, le gouvernement Afghan s'est engagé à réaliser la vision du futur adoptée selon l'entente qui est basée sur trois piliers principaux : la sécurité; la gouvernance, le règne du droit et les droits de la personne; le développement économique et

---

<sup>63</sup> *Ibid*, p. 49.

<sup>64</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>65</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>66</sup> *Ibid*, p. 11.

social<sup>67</sup>. En retour, la communauté internationale s'est engagée à fournir le support et les ressources nécessaires pour réaliser cette même vision<sup>68</sup>. Cette entente identifie même des points de référence ou critères d'évaluation au niveau de chaque pilier pour mesurer le progrès et les résultats obtenus par le gouvernement afghan et la Coalition<sup>69</sup>. Donc, la stratégie du gouvernement canadien en Afghanistan s'insère dans un cadre légal.

### *Recommandations du Rapport Manley*

L'approche 3D (défense, diplomatie et développement) élaborée par le gouvernement a été mise en pratique pour intervenir légalement dans un état en faillite; ceci a permis aux membres de trois différents ministères (Défense nationale, MAECI et ACDI) de synchroniser leurs efforts et de travailler en équipe<sup>70</sup>. Cependant, le rapport Manley a identifié plusieurs lacunes et proposé des recommandations au gouvernement Harper quant aux décisions et actions requises dans la stratégie adoptée par le Canada en Afghanistan. L'une des lacunes majeures était le besoin du gouvernement d'élever le niveau de coordination à Ottawa entre les ministères et agences du gouvernement engagés en Afghanistan pour améliorer l'efficacité et l'efficience des décisions et actions canadiennes et pour favoriser une meilleure synergie au niveau des activités de l'Équipe Provinciale de Reconstruction (ÉPR)<sup>71</sup>. Seul le Premier ministre lui-même pouvait créer la volonté politique et la synergie au sein du gouvernement pour atteindre les

---

<sup>67</sup> UNAMA, The London Conference on Afghanistan, "The Afghanistan Compact", <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/AfghanistanCompact-English.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>68</sup> *Ibid*, p. 2.

<sup>69</sup> *Ibid*, p. 6.

<sup>70</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 4.

<sup>71</sup> *Ibid*, p. 28.

objectifs du Canada en Afghanistan<sup>72</sup>. La recommandation qui fut proposé a souligné le besoin d'adopter une politique et une approche mieux intégrée et plus consistante, dirigée par le Premier ministre et supportée par un comité spécial du Cabinet et une force opérationnelle intégrant tous les ministères et les agences clés (WoG)<sup>73</sup>. Cette analyse qui dénote le manque de direction au niveau stratégique et national est aussi soulignée par Peggy Mason où elle mentionne que le gouvernement canadien doit tenir compte de l'engagement requis au niveau stratégique pour offrir un support significatif au processus de paix<sup>74</sup>.

En plus de ce manque de direction, le rapport Manley note qu'il faut établir des indicateurs et des points de référence pour mesurer le progrès de la contribution canadienne aux objectifs de « The Afghan Compact », et le besoin de communiquer aux Canadiens des comptes rendus sur les activités canadiennes entre autres les résultats obtenus et les efforts de reconstruction, de diplomatie et de sécurité<sup>75</sup>. Le gouvernement Harper a rapidement pris action sur les recommandations faites dans le rapport Manley; le comité du Cabinet sur l'Afghanistan fut mis sur pied puis des critères et des indicateurs pour évaluer le progrès de la contribution canadienne ont été identifiés. De plus, conformément à la motion adoptée par la Chambre des communes le 13 mars 2008, le Comité du Cabinet rédige un rapport trimestriel qui est déposé devant le Parlement portant sur les progrès réalisés au cours d'une période spécifique concernant

---

<sup>72</sup> *Ibid*, p. 28.

<sup>73</sup> *Ibid*, p. 34.

<sup>74</sup> Peggy Mason, "Afghanistan analysis: Canadian strategy making matters worse", *Mondial*; accessible à [http://www.worldfederalistscanada.org/masonAfghanistan\\_jun06.htm](http://www.worldfederalistscanada.org/masonAfghanistan_jun06.htm); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>75</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 38.

les six priorités de la mission du Canada en Afghanistan<sup>76</sup>. Accessible à tous, ces rapports sont aussi en ligne sur le site web du gouvernement du Canada pour permettre à la population canadienne de suivre l'évolution de la mission canadienne en Afghanistan; le gouvernement cherche à faire preuve de transparence dans une société démocratique.

#### *Comité du Cabinet sur l'Afghanistan*

Le comité du Cabinet est composé du Ministre du Commerce international, du Ministre de la Coopération internationale, du ministre de la Défense nationale, du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre de la Sécurité publique<sup>77</sup>. Responsable devant le Premier ministre, le comité se concentre sur les aspects ayant attrait à la diplomatie, la défense, au développement et à la sécurité, de la mission canadienne en Afghanistan<sup>78</sup>. Ce comité créé au sein des membres du Cabinet, légalise au sens propre du mot l'approche canadienne en Afghanistan. Les six priorités identifiées par le gouvernement canadien rejoignent la ligne de pensée des objectifs du gouvernement afghan et la vision de la communauté internationale<sup>79</sup>. Ces priorités sont : renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes pour promouvoir la loi et l'ordre afin de maintenir un environnement sécuritaire; renforcer la capacité du gouvernement afghan d'offrir des services essentiels et de promouvoir la croissance économique; aider le gouvernement afghan à fournir une aide humanitaire aux personnes démunies; renforcer la sécurité frontalière et favoriser les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan; renforcer la démocratie par la mise en

---

<sup>76</sup> Gouvernement du Canada, "L'engagement du Canada en Afghanistan – juin 2009", [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r06\\_09\\_f.pdf](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r06_09_f.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>77</sup> Gouvernement du Canada, « L'approche du Canada », [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/approach-approche/index.aspx?lang=fra&menu\\_id=13&menu=L](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/approach-approche/index.aspx?lang=fra&menu_id=13&menu=L); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>78</sup> *Ibid*, Comité du Cabinet sur l'Afghanistan.

<sup>79</sup> *Ibid*, Priorités.

place d'institutions publiques et de processus électoraux; faciliter les efforts des afghans pour une réconciliation politique<sup>80</sup>. Le Comité permet d'orienter ou rediriger au besoin la stratégie adoptée s'assurant ainsi que les objectifs canadiens sont en ligne avec les objectifs du gouvernement afghan et le droit international. Puis, le Comité avise le Premier Ministre sur les décisions importantes qui doivent être prises. Au cours de la prochaine section, certaines décisions clés concernant l'engagement canadien en Afghanistan seront analysées.

### *Approche du gouvernement canadien dans sa politique étrangère*

#### Décisions importantes

Le gouvernement canadien, au cours de la dernière décennie, a pris trois grandes décisions concernant l'engagement du Canada en Afghanistan. La première fait suite aux conséquences des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis où le gouvernement Chrétien, en octobre 2001, a déployé des forces spéciales canadiennes, Forces opérationnelles interarmées – 2, et un bataillon du Princess Patricia's Light Infantry pour supporter les troupes américaines pour combattre les membres du Al-Qaeda et les talibans en Afghanistan<sup>81</sup>. La deuxième décision prise par le gouvernement Chrétien, en février 2003, a résulté par le déploiement d'environ 1700 soldats à Kaboul, au sein de l' « International Stabilization Assistance Force » (ISAF) où le mandat était de fournir un support de sécurité au gouvernement afghan par intérim et d'aider à préparer les élections présidentielles et parlementaires<sup>82</sup>. La troisième décision, en mai 2005, faite par le gouvernement Martin, a autorisé le mouvement des

---

<sup>80</sup> *Ibid*, Priorités.

<sup>81</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics »..., p. 4.

<sup>82</sup> *Ibid*, p. 4.

troupes canadiennes de Kaboul à Kandahar en février 2006 où de plus grandes responsabilités impliquant des opérations de combat furent données au contingent canadien<sup>83</sup>. Malgré que ces décisions ont été prises par les prédécesseurs du PM Harper, ce dernier a pris possession et entière responsabilité de la poursuite de la mission canadienne<sup>84</sup>.

Il est important de noter que le gouvernement canadien s'est engagé en Afghanistan jusqu'en 2011; au-delà de cette date suivra le retrait des FC. Ce délai laisse très peu de temps aux FC et aux autres ministères déployés en Afghanistan de mener des opérations pour atteindre les objectifs fixés dans le plan de campagne. Cette décision va à l'encontre des conseils donnés au PM. Tel que mentionné dans le rapport Manley, la date qui mettra fin au rôle militaire du Canada est difficile à déterminer car le retrait des troupes canadiennes dépend largement sur les capacités des forces de sécurité afghanes de gérer le conflit seules<sup>85</sup>. De plus, un retrait hâtif des troupes de l'Afghanistan avant que les forces afghanes puissent défendre leur pays, condamnerait probablement la population afghane à une guerre civile sanginaire et créerait de nouvelles menaces pour la sécurité internationale<sup>86</sup>. Tel que souligné dans le rapport Manley, la contre-insurrection en Afghanistan doit être gagnée par les Afghans<sup>87</sup>. Le dernier rapport trimestriel du Comité du Cabinet souligne que le gouvernement afghan n'est pas prêt à établir une stratégie de réconciliation nationale et que la police nationale afghane (PNA) démontre toujours des

---

<sup>83</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>84</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>85</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 35.

<sup>86</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>87</sup> *Ibid*, p. 14.

problèmes de corruption, d'extorsion et de consommation de drogues<sup>88</sup>. Donc, malgré des priorités fondées sur une entente avec le gouvernement afghan et supportées par une résolution des Nations Unies et par les membres de l'OTAN, le gouvernement canadien dans l'élaboration de son approche en Afghanistan a fixé une date qui semble hâtive ou arbitraire étant donné le plan laborieux adopté pour l'Afghanistan. Cette date est en quelque sorte reliée à la sensibilité du gouvernement au support de la mission par la population canadienne et non pas à ses engagements formels.

### Population mal informée

Le désir de transparence du gouvernement est en réaction au manque de communications au niveau stratégique pour informer les Canadiens sur la mission en Afghanistan. En effet, la décision du gouvernement canadien d'intervenir en Afghanistan a été mal communiquée à la population canadienne. Cette lacune a été soulignée dans le rapport Manley; le gouvernement doit améliorer ses communications avec les Canadiens concernant les activités en Afghanistan, entre autres les efforts de diplomatie et de reconstruction<sup>89</sup>. Les Canadiens, habitués aux missions de maintien de la paix auxquelles le Canada avait participé n'étaient pas informés des risques et des dangers de la mission en Afghanistan. Les nombreuses pertes au combat furent un choc pour la population et pour bien des politiciens aussi, car personne à Ottawa n'avait anticipé que les FC se battraient dans un conflit ou une guerre<sup>90</sup>. Le message véhiculé était centré sur une mission

---

<sup>88</sup> Gouvernement du Canada, « L'engagement du Canada en Afghanistan – Rapport trimestriel au Parlement pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2009 », [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09\\_09\\_f.pdf](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09_09_f.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>89</sup> *Ibid*, p 36.

<sup>90</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 199.

de reconstruction qui serait dangereuse<sup>91</sup>. En effet, le Ministre de la Défense en 2005, Bill Graham a déclaré : “ ...we are helping rebuild a troubled country and we are giving hope for the future to a long suffering people. This is a clear expression of our Canadian value at work”<sup>92</sup>. Cependant, les opérations des FC en 2006 ont démontré une autre facette où les soldats canadiens menaient des opérations de combat et subissaient des pertes ; une réalité différent de celle présentée initialement par les politiciens aux Canadiens. Ce manque de communications de la part du gouvernement pourrait créer un malentendu au niveau des motifs ou objectifs du gouvernement quant à l’engagement canadien en Afghanistan ; les risques et les dangers que comportaient cette mission auraient dus être présentés à la population canadienne. Ce nouveau mandat donné aux FC était à l’encontre du rôle de maintien de la paix habituellement attribué aux FC. Le gouvernement Harper venait de rediriger la stratégie définie pour les FC, et par le fait même, venait de donner un nouveau rôle à l’usage de la force pour le Canada<sup>93</sup>.

### *L’approche 3D – Whole of Government*

Le gouvernement Martin a élaboré l’approche 3D en 2005 qui a été par la suite peaufinée par le gouvernement Harper pour devenir ce qui est désigné aujourd’hui comme étant l’approche « Whole of Government ». La stratégie adoptée par le gouvernement pour la mission en Afghanistan est basée sur cette approche où le Comité du cabinet sur l’Afghanistan assure la coordination et la synchronisation des efforts de la Défense nationale, de MAECI et de l’ACDI pour planifier et mener des opérations qui sont reliées aux six priorités définies précédemment.

---

<sup>91</sup> *Ibid*, p.199.

<sup>92</sup> *Ibid*, p.199.

<sup>93</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics »..., p. 1.

Déployé en Afghanistan, le WoG comprend la composante militaire désignée sous le nom de Force Opérationnelle Interarmées – Afghanistan et des représentants de MAECI, de l'ACDI, des services correctionnels canadiens et de la Gendarmerie royale canadienne, qui sont regroupés à l'ÉPR sous la direction du représentant du Canada à Kandahar (RoCK). L'approche du WoG représente la solution adoptée par le Canada pour intervenir dans un pays en défaillance où une intervention militaire ne suffit pas pour résoudre les problèmes ; la diplomatie et l'aide au développement sont aussi essentiels au succès de la mission. Souvent ces nations sont aux prises avec une insurrection qui complique l'intervention militaire et qui requiert une implication des diplomates auprès du gouvernement concerné et des efforts au niveau des capacités du pays pour se reconstruire et se développer ; éléments essentiels pour assurer la stabilité et la sécurité à long terme. Cependant, l'approche WoG n'a pas nécessairement obtenu les résultats escomptés car la synergie entre les ministères et agences est souvent défailante ; certains à Ottawa vont qualifier de dysfonctionnels et brisés, les diverses organisations ou institutions impliquées<sup>94</sup>.

Ce manque de coordination au sein du WoG a été noté dans le rapport Manley et les Canadiens ne sont pas les seuls à expérimenter cette faille. En effet, le Canada devrait renforcer ses activités diplomatiques pour solidifier la coordination internationale entre les efforts militaires et les efforts civils en Afghanistan<sup>95</sup>. Le rapport Manley a recommandé que l'approche dans la politique canadienne soit plus consistante et mieux intégrée<sup>96</sup>. La création du comité du Cabinet pour l'Afghanistan découle de ses recommandations faites dans le rapport Manley pour s'attaquer à ce manque de coordination et d'intégration entre les divers ministères

---

<sup>94</sup> *Ibid*, p. 260.

<sup>95</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 29.

<sup>96</sup> *Ibid*, p. 34.

et pour permettre l'adoption d'une stratégie canadienne intégrée. Par exemple, lorsque l'énoncé de la politique internationale de 2005 a été émis, l'ACDI ne l'a jamais officiellement adopté<sup>97</sup>; ceci démontre bien cette lacune au niveau de la synergie interdépartementale. Le comité du Cabinet forme un cadre pour gérer les actions et les décisions de chaque ministère et agence gouvernementale impliqués en Afghanistan pour optimiser l'efficacité de l'approche WoG<sup>98</sup>. Toutefois cette synergie au niveau stratégique doit aussi être adoptée au niveau opérationnel et tactique, c'est-à-dire, en Afghanistan par les troupes déployées et les représentants de MAECI et l'ACDI.

La réalité ne reflète pas toujours la politique ou la stratégie qui a été élaborée et adoptée. En effet, au niveau du développement, les FC et l'ACDI ont souvent des priorités différentes et leur perception du temps requis pour effectuer un changement ou obtenir des résultats, est différente<sup>99</sup>. Cette différence est notable au niveau de l'ÉPR où les effectifs et les actions sont majoritairement militaires. L'ÉPR canadienne est similaire au modèle de l'ÉPR américaine où l'approche militaire domine au détriment du développement et de l'aide humanitaire<sup>100</sup>. Tel que mentionné par le Brigadier-Général Jorgensen, le succès de la stratégie du WoG dépend des contributions équilibrées de tous les ministères impliqués; cependant, tel qu'indiqué ci-haut, la

---

<sup>97</sup> Canadian International Development Agency, « Canada's International Policy statement (2005) », <http://www.acdi-cida.gc.ca/ips-development>; Internet; consulté le 25 janvier 2010, p. 1.

<sup>98</sup> L.S. Stoddart, "The Whole of Government approach : nothing enduring can be accomplished instantaneously" (Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme de commandement et d'état-major interarmées – Maîtrise en études de la défense, Collège des Forces canadiennes, 2007), p. 12.

<sup>99</sup> *Ibid*, p. 62.

<sup>100</sup> *Ibid*, p. 67.

contribution militaire est grandement disproportionnée<sup>101</sup>. Le niveau d'engagement requis par les programmes civils canadiens n'a pas encore été atteint<sup>102</sup>. Il existe toujours des différents au niveau des trois ministères qui nuisent à la vision commune requise pour la mission à Kandahar<sup>103</sup>.

La situation très volatile dans la province de Kandahar a un impact sur les efforts de développement. Le modus operandi de l'ACDI est basé sur l'emploi des organisations non-gouvernementales (ONG) pour effectuer les projets de développement et de reconstruction. L'environnement non-sécuritaire à Kandahar crée de la réticence chez les ONG pour œuvrer dans la région<sup>104</sup>. De plus, intégrer les efforts d'aide humanitaire aux opérations militaires est un sujet délicat étant donné la neutralité véhiculée par les ONG<sup>105</sup>.

Bref, l'approche WoG adoptée par le gouvernement démontre beaucoup de potentiel; cependant, plusieurs problèmes doivent être rectifiés pour augmenter la synergie à tous les niveaux<sup>106</sup>. Ces différents problèmes au niveau de l'approche dans l'élaboration de la stratégie sont reliés aux domaines normatifs et cognitifs. La politique étrangère du Canada dicte six priorités qui ont été identifiées au début de ce chapitre; les objectifs sont clairs. Cependant, les délais et les indicateurs utilisés pour mesurer les progrès sont questionnables et représentent

---

<sup>101</sup> M.P. Jorgensen, "A strategy for peace-building: Canada's Whole-of-Government approach in Afghanistan" (Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme d'études de sécurité nationale, Collège des Forces canadiennes, 2008), p. 35.

<sup>102</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>103</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 283.

<sup>104</sup> Gordon Smith, « Canada in Afghanistan : is it working? », Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, March 2007; accessible à <http://www.cdfai.org/PDF/Canada%20in%20Afghanistan%20Is%20it%20Working.pdf>; Internet; consulté le 10 décembre 2009.

<sup>105</sup> *Ibid*, p. 19.

<sup>106</sup> Jorgensen, "A strategy for peace-building: Canada's Whole-of-Government approach in Afghanistan"..., p. 43.

certaines facteurs qui seront définis et analysés au niveau des deux autres piliers. L'approche 3D qui cherche à résoudre les problèmes des pays en faillite, nécessite un équilibre entre la contribution militaire, les efforts diplomatiques et l'aide au développement. Tel qu'expliqué dans cette section, l'approche adoptée en Afghanistan démontre un déséquilibre où les opérations militaires dominant. Les prochains piliers vont illustrer certains problèmes institutionnels qui vont démontrer ce conflit au niveau de la culture militaire et des objectifs des leaders militaires seniors, et des objectifs et des intérêts nationaux définis par le gouvernement canadien.

### **Pilier normatif**

#### *Les FC : une institution distincte*

Le gouvernement canadien par sa nature et son rôle véhicule les valeurs canadiennes dans l'élaboration des politiques canadiennes. Les valeurs canadiennes servent de référence aux chefs politiques dans leurs décisions et actions. Les normes représentent une référence qui dicte la façon de faire les choses et de poser des actions. Les valeurs et les normes vont aider à dicter au gouvernement et aux leaders militaires comment réagir face à une situation. De plus, elles tissent les liens qui vont rehausser la cohésion et l'unité dans une institution.

Tel que décrit par Walker, l'ethos militaire représente la pierre angulaire qui regroupe les valeurs militaires, canadiennes, légales et éthiques; ceci permet d'intégrer les valeurs institutionnelles militaires qui guident les leaders dans leurs décisions et leurs actions<sup>107</sup>. Ces valeurs institutionnelles constituent le noyau de la doctrine du leadership des FC : accomplir la mission ; contribuer et agir au sein d'une équipe intégrée et cohésive ; développer et prendre soin des soldats ; anticiper et s'adapter aux changements ; démontrer et faire respecter les lignes de

---

<sup>107</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p. 29.

conduite selon l'ethos militaire<sup>108</sup>. L'institution militaire se différencie du reste de la société canadienne par ses valeurs institutionnelles qui sont le noyau de l'ethos militaire. Cet aspect, tel que discuté dans le pilier cognitif, est souvent mal compris chez certains politiciens. De plus, les politiques rédigées et adoptées par le gouvernement ne reflètent pas nécessairement certaines décisions qui vont mener à des actions ou opérations militaires; le dossier Afghanistan comporte plusieurs exemples.

Un bref recul dans l'histoire indique que les valeurs canadiennes ont toujours été et sont encore présentes dans la politique étrangère canadienne ; toutefois, la politique du gouvernement Harper démontre une politique influencée par le gouvernement américain. Une comparaison entre la politique internationale de 2005, l'approche élaborée du gouvernement Harper pour l'Afghanistan et certaines décisions et actions réelles, permet d'établir certains problèmes institutionnels qui ont souvent un effet négatif sur la stratégie canadienne en Afghanistan.

#### *Valeurs vs intérêts nationaux*

Avant l'intervention canadienne de 2001 en Afghanistan, la politique étrangère canadienne était essentiellement basée sur les fondements décrits il y a 62 ans par Louis St-Laurent. Au cours des décennies qui ont suivies, la politique extérieure a pris de la maturité et a été adoptée pour refléter l'évolution de la société canadienne et mondiale, pour aboutir à la politique étrangère actuelle du gouvernement Harper. Le poids des valeurs humaines dans l'élaboration de la politique étrangère a toujours été un facteur dominant. En 1947, St-Laurent a déclaré : « Nulle politique étrangère de longue échéance ne peut-être logique ou cohérente si elle

---

<sup>108</sup> *Ibid*, p. 28-29.

ne se fonde pas sur quelque conception des valeurs humaines»<sup>109</sup>. Cette même idéologie a évolué au cours des décennies qui ont suivies Louis St-Laurent, et est toujours valide dans la politique canadienne actuelle. En effet, en 2006, lors de son discours à Calgary, le PM Harper a déclaré : « We must be committed...projecting our values of freedom, democracy, human rights and the rule of law, and preserving balance and fairness in the international forums which we belong »<sup>110</sup>. Donc, il est évident que la pertinence des valeurs humaines énoncées par St-Laurent à l'époque est toujours valide dans le contexte d'aujourd'hui et fait partie de la stratégie adoptée pour contrer l'insurrection et rebâtir la nation afghane.

Cependant, certains analystes et auteurs critiquent le PM Harper pour son rapprochement vers les Etats-Unis, ce qui influence grandement la politique étrangère. Par exemple, tel que souligné par Manon Corneiller, le déploiement des FC en Afghanistan laisse percevoir une nouvelle façon pour les conservateurs de s'affirmer sur la scène internationale en utilisant la force pour le maintien de la sécurité internationale<sup>111</sup>; cette approche est similaire à celle utilisée par les américains où la puissance militaire est un facteur très présent dans l'élaboration de leur politique étrangère. De plus, selon Mike Byers l'approche dite 3D des conservateurs dans sa politique étrangère qui regroupe la diplomatie, la défense et le développement démontre un certain déséquilibre; la contribution canadienne en Afghanistan est axée sur la défense où l'aide

---

<sup>109</sup> Collège des Forces canadiennes, « Les bases de la politique canadienne dans les affaires internationales » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/SCO/RP1 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009), p. 24.

<sup>110</sup> CBCnews Indepth : Stephen Harper, "Foreign Policy speech : Reviving Canadian leadership in the world ", [http://www.cbc.ca/news/backgroubd/harper\\_stephen/foreignpolicyspeech.html](http://www.cbc.ca/news/backgroubd/harper_stephen/foreignpolicyspeech.html); Internet; consulté le 29 octobre 2009.

<sup>111</sup> Cornellier, Manon, « Harper, ministre des affaires étrangères? », *Le Devoir*, 31 mai 2008 ; accessible à <http://www.vigile.net/Harper-ministre-des-Affaires>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

au développement supporte la défense pour soutenir la paix, et la diplomatie est négligée<sup>112</sup>.

Ceci souligne cette similarité avec l'approche américaine où les forces militaires dominent dans leur engagement dans un pays en faillite comme l'Afghanistan.

En ce qui touche la prospérité économique du Canada, les Etats-Unis occupent une place privilégiée dans les acteurs influençant la politique canadienne. En effet, les Américains consomment 85% des exportations canadiennes ce qui contribue à 40% du produit national brut (PNB) canadien<sup>113</sup>. Certains disent que le gouvernement canadien veut plaire aux américains pour protéger ses intérêts économiques. Cependant, au cours du dernier siècle, certains auteurs ont mentionné que les Canadiens, malgré leur étroite collaboration avec les Américains, se différencient par leur système de valeurs d'où l'importance de l'unité nationale qui renforce l'identité canadienne<sup>114</sup>. Cette opinion est généralement partagée au sein de la population canadienne ; les Canadiens ne veulent pas être Américains, mais bien Canadiens<sup>115</sup>. En effet, le message publicitaire « I am canadian » conçu par la brasserie Molson qui a provoqué une vague gigantesque au Canada rappelant bien ce sentiment que les Canadiens ont face aux Américains; ils veulent être différents<sup>116</sup>. Ce simple exemple démontre bien cet élément important des valeurs canadiennes, et celles-ci se retrouvent au cœur même de la politique internationale de 2005 et de la stratégie nationale canadienne en Afghanistan.

---

<sup>112</sup> *Ibid*, p. 3.

<sup>113</sup> National Interest online, "Canada's three solitudes", <http://www.nationalinterest.org/Article.aspx?id=10882>; Internet; consulté le 29 octobre 2009.

<sup>114</sup> *Ibid*, p. 3.

<sup>115</sup> Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world...*, p. 87.

<sup>116</sup> Collège des Forces canadiennes, « I am Canadian : National identity in beer commercials » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/CGS/LD1 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009), p. 284.

*Politique étrangère canadienne*

L'énoncé de la politique internationale qui a été rédigé en 2005 par le gouvernement Martin met l'accent sur le développement comme première ligne de défense où il est nécessaire de combattre la pauvreté pour non seulement sauver des millions de vies mais aussi renforcer les capacités d'un état de combattre le terrorisme, le crime organisé et la prolifération<sup>117</sup>. Cette politique véhicule les valeurs canadiennes acceptée par la population canadienne. De plus, cette politique tel que mentionné par Paul Martin, va permettre au Canada de réclamer sa place sur la scène internationale comme acteur important dans la promotion de l'égalité des sexes, des droits de la personne et d'une globalisation juste<sup>118</sup>. Ces mêmes concepts sont aussi présents dans le rapport Manley et dans les objectifs stratégiques identifiés par le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan. Toutefois, le rapport Manley souligne l'importance d'une participation active au sein d'organisations comme l'ONU et l'OTAN pour servir les intérêts nationaux<sup>119</sup>. De plus, le ton utilisé dans cette politique a été établie en fonction des intérêts nationaux, entre autre, devenir chef de file sur la scène internationale grâce au multilatéralisme et devenir parmi l'un des leaders importants en matière de développement. Nul doute que les mots utilisés sont reliés aux valeurs partagées par les Canadiens, cependant les motifs réels sont reliés aux intérêts nationaux.

Cette différence au niveau du normatif et du cognitif est aussi présent dans la stratégie canadienne en Afghanistan où les intérêts et besoins des Afghans semblent passer au second

---

<sup>117</sup> Canadian International Development Agency, « Canada's International Policy statement (2005) », <http://www.acdi-cida.gc.ca/ips-development>; Internet; consulté le 25 janvier 2010.

<sup>118</sup> *Ibid*, p. 30.

<sup>119</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 21.

rang. La même idée a été soulignée par Craig Leslie Mantle dans son rapport pour l'Institut de Leadership des FC où il mentionne que la perspective canadienne est d'aider les Afghans à rebâtir leur pays où les droits de la personne sont respectés et où le développement, le règne du droit et la gouvernance évoluent main dans la main<sup>120</sup>. Ces valeurs canadiennes qui sont véhiculées dans la stratégie du gouvernement canadien en Afghanistan entrent en conflit avec la société afghane qui est plutôt traditionnelle et axée sur un système tribal. Donc, l'approche adoptée est selon les normes canadiennes qui sont toutefois différentes de la culture afghane. Cet aspect comporte une lacune importante dans l'approche canadienne en Afghanistan qui est expliquée par ce conflit entre les valeurs canadiennes et les intérêts nationaux. Les relations bilatérales avec les Etats-Unis qui ont un impact direct sur la prospérité économique du Canada semblent être beaucoup plus importantes dans les motifs réels de l'engagement canadien en Afghanistan où les valeurs canadiennes sont utilisées pour justifier les décisions du gouvernement auprès des Canadiens.

Le Général Hillier souligne dans son livre que les dividendes accumulés depuis l'engagement du Canada dans la mission de l'OTAN en Afghanistan sont importants. En effet, lors d'une rencontre avec l'Amiral Mike Mullen, « chairman of the U.S. Joint Staff », ce dernier a mentionné à Hillier que le gouvernement américain en 2003, avait mis de côté le Canada comme joueur et contributeur important sur la scène internationale et que maintenant il considérait le Canada comme l'exemple à suivre pour les pays de l'Europe, d'autres pays occidentaux et pour n'importe quel autre pays autour du globe<sup>121</sup>. Ce commentaire provenant de l'officier le plus haut gradé aux Etats-Unis valide ce que le gouvernement voulait atteindre avec

---

<sup>120</sup> Canada. National Defence, *How do we go about building peace while we're still at war? Canada, Afghanistan and the Whole of Government concept* (Ottawa : Canadian Defence Academy, 2008), p. 15.

la mission en Afghanistan, rehausser le pouvoir diplomatique et la crédibilité du Canada sur la scène internationale<sup>122</sup>. Cet exemple démontre l'un des motifs pour lesquels le Canada a décidé de participer à la mission en Afghanistan qui est en contradiction avec les énoncés formels du Canada où les valeurs canadiennes sont souvent utilisées comme justification.

### *L'influence du Québec*

Malgré l'influence américaine dans les décisions politiques du gouvernement canadien, le refus canadien de participer à la guerre en Irak prouve que le Canada a quand même une certaine rigidité dans sa politique étrangère où des principes comme l'unité canadienne sont encore très présents. En effet, les recommandations qui avaient été faites par le leadership militaire concernant la participation des FC en Irak, favorisait le déploiement des FC en Irak sous prétexte que la mission devait durer environ six semaines et que la mission en Afghanistan, OP APPOLO ne représentaient aucun objectif militaire substantif<sup>123</sup>. Donc la logique voulait que le Canada participe en Irak, ce qui permettrait au Canada de supporter les Américains avec un minimum d'exposition<sup>124</sup>. Cependant, les discussions entre le gouvernement américain et canadien laissaient entrevoir de l'incertitude concernant l'après-six semaines; aucune stratégie n'avait été élaborée<sup>125</sup>. Ceci laissait le gouvernement canadien avec un goût amer étant donné ce facteur et le fait que l'ONU ne supportait pas l'intervention américaine. Au Canada, le Québec était

---

<sup>121</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 488.

<sup>122</sup> *Ibid*, p. 488.

<sup>123</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 60.

<sup>124</sup> *Ibid*, p. 60.

<sup>125</sup> *Ibid*, p. 60.

opposé à la guerre en Iraq démontrant une ligne de pensée pacifiste et anti-américaine<sup>126</sup>. Le gouvernement Chrétien, à l'époque, ayant comme objectif l'unité nationale et très soucieux de l'opinion publique, était conscient que la mission en Iraq n'était pas supportée par les Canadiens<sup>127</sup>. Le Québec, opposé totalement à la guerre et le reste du Canada demandant que la mission ait une résolution des Nations Unies, influença le gouvernement Chrétien dans sa décision de ne pas intervenir. Malgré que la décision du gouvernement canadien était en ligne avec les normes implicites canadiennes, ce refus eut un impact sur nos relations avec les Etats-Unis et influença le gouvernement canadien dans sa décision de déployer les FC à Kaboul en 2003<sup>128</sup>.

Un recul dans l'histoire met en évidence le litige du Québec dans sa quête d'identité nationale, facteur qui influence les décisions et la politique canadienne<sup>129</sup>. Lors de son discours à l'université de Toronto en 1947, Louis St-Laurent qui était alors Ministre des affaires extérieures, a débuté avec ce débat concernant l'unité nationale soulignant l'importance d'un Canada uni dans les relations avec le reste de monde<sup>130</sup>. Selon lui, la politique étrangère devait unir le Canada et non le diviser<sup>131</sup>. Au cours des décennies qui ont suivies, ce concept a été réaffirmé à maintes reprises; par exemple, dans les discours de Jean Chrétien ou celui-ci mettait

---

<sup>126</sup> *Ibid*, p. 153.

<sup>127</sup> *Ibid*, p. 153.

<sup>128</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics »... », p. 7.

<sup>129</sup> Patrick James, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly, *Handbook of Canadian foreign policy* (Lanham, United States of America : Lexington books, 2006), p. 431.

<sup>130</sup> Collège des Forces canadiennes, « Les bases de la politique canadienne dans les affaires internationales » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/SCO/RP1 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009), p. 20.

<sup>131</sup> Dictionnaire biographique du Canada, [http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id\\_nbr=7989](http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7989); consulté le 22 octobre 2009.

un accent particulier sur la primauté de la politique intérieure dans l'élaboration de la politique étrangère dans le but de protéger l'unité nationale<sup>132</sup>. En effet, ce dernier mettait l'accent sur l'immigration pour bâtir une image d'un Canada ouvert d'esprit, tolérant et multiculturel<sup>133</sup>. De plus, Chrétien insistait sur les différences culturelles entre le Canada et les États-Unis, élément qui venait renforcer l'unité nationale<sup>134</sup>. L'influence américaine souvent présente dans les décisions politiques canadiennes oblige le gouvernement de promouvoir les valeurs canadiennes et de facto solidifier l'unité canadienne. Un Canada divisé va affaiblir la posture canadienne dans les débats internationaux; l'unité canadienne solidifie donc son pouvoir diplomatique au sein de la communauté internationale. Donc, les normes canadiennes sont aussi utilisées pour atteindre certains intérêts nationaux comme l'unité nationale mais sont toutefois en conflit avec d'autres comme les relations bilatérales avec les États-Unis. Tel que mentionné plus haut, cet écart aussi présent en Afghanistan, comporte des différences normatives car les valeurs véhiculées sont contradictoires aux intérêts recherchés où le normatif est en conflit avec le cognitif.

#### *La divergence au niveau des valeurs*

La réputation du Canada sur la scène internationale est basée sur le multiculturalisme, l'altruisme, la compassion et l'honnêteté des Canadiens; tous ces facteurs font en sorte que le Canada est perçu par la communauté internationale comme « le bon gars » ou « citoyen du

---

<sup>132</sup> Audet, Nicolas-Dominic, Frederic Julien et Jerome Leblanc, « Les années Chrétien en politique étrangère et de sécurité » (compte rendu d'une conférence tenue le 16 avril 2004, Université du Québec à Montréal et Université de Montréal, 2004), p. 2.

<sup>133</sup> *Ibid*, p.2.

<sup>134</sup> *Ibid*, p.2.

monde »<sup>135</sup>. En effet, la nation canadienne qui comporte deux cultures majeures, soient les anglophones et les francophones, permet au gouvernement d'avoir l'attention des autres pays lors des débats sur les questions au niveau de la diversité, l'égalité, les droits de la personne, etc.. Donc, les valeurs qui unissent les Canadiens font en sorte que le Canada se distingue parmi ses alliés par son unité nationale, son ouverture d'esprit au multiculturalisme et sa réputation de bon citoyen. Ce trait caractéristique des Canadiens est aussi présent dans la stratégie canadienne en Afghanistan. Cependant, l'histoire afghane révèle une culture où les droits de la personne ont une autre signification et où la femme occupe une place différente au sein de la société. Un changement de culture ne se fait pas du jour au lendemain. En effet, les afghans ont une culture qui a évolué à l'intérieur de lois, valeurs morales et croyances acceptées par eux<sup>136</sup>. La culture afghane qui est enracinée dans leur histoire, va donc démontrer de la résistance aux changements<sup>137</sup>.

L'entente qui a été désignée comme « The Afghanistan Compact » lors de la conférence de Londres en 2006, énumèrent trois piliers fondés sur un modèle différent de la société traditionnelle afghane. Ces trois piliers sont: la sécurité; la gouvernance, le règne du droit et les droits de la personne; le développement social et économique<sup>138</sup>. Donc, il est normal de dire que les objectifs fixés vont rencontrer de la résistance en cours de route car les normes implicites ne sont pas celles de la société afghane. De plus, malgré le fait que le Coalition dont le Canada fait

---

<sup>135</sup> Cooper, Andrew F. *Canadian foreign policy old habits and new directions* (Scarborough : Prentice-Hall Canada Inc., 1997), p. 20.

<sup>136</sup> Rezki Lounnas, "Théorie des institutions et applications aux organisations"... , p. 10.

<sup>137</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p.33.

<sup>138</sup> UNAMA, The London Conference on Afghanistan, "The Afghanistan Compact", <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/AfghanistanCompact-English.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

partie, est présentement en Afghanistan à la demande du gouvernement Afghan, ces trois piliers qui ont été élaborés en étroite coopération avec le gouvernement Karzai ne tiennent pas compte de la culture afghane qui préconise un système tribal, traditionnel, islamique et agraire. Les valeurs canadiennes basées sur la démocratie, les droits de la personne et le règne du droit, sont donc différentes des valeurs traditionnelles afghanes basées sur un système tribal et islamique.

Il existe aussi un contraste au niveau des valeurs énoncées formellement par le gouvernement Harper et les valeurs pro-américaines des conservateurs canadiens. Tel que mentionné plus haut, les Canadiens expriment un certain sentiment anti-américain, ils veulent être différent de ces derniers. Toutefois, les valeurs démontrées par les conservateurs canadiens sont plutôt pro-américaines. En effet, le PM Harper a lui-même mentionné que les États-Unis étaient nos voisins les plus proches, notre meilleur allié, notre plus gros client-consommateur et notre ami<sup>139</sup>. Selon Duane Bratt, cette relation avec les américains combinée au dossier Afghanistan, sert de plateforme à Harper pour réengager le Canada sur la scène internationale<sup>140</sup>. De plus, ceci souligne certaines valeurs et certains motifs du Parti conservateur reflétées dans la politique étrangère, soient de bonnes relations bilatérales avec les États-Unis et une force militaire forte et solide<sup>141</sup>. Cette différence au niveau des normes implicites fait en sorte qu'il y a des lacunes dans la stratégie canadienne en Afghanistan. En effet, les valeurs énoncées formellement par le gouvernement conservateur, différentes des valeurs traditionnelles afghanes, sont contradictoires aux valeurs pro-américaines des conservateurs canadiens et de leurs motifs réels dans la mission en Afghanistan.

---

<sup>139</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics »... », p. 10.

<sup>140</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>141</sup> *Ibid*, p. 13.

Bref, le pilier normatif démontre des différences au niveau des normes implicites entre l'institution canadienne et la société afghane. Les valeurs canadiennes officielles véhiculées dans la stratégie canadienne en Afghanistan sont différentes des valeurs traditionnelles et islamiques des Afghans. Ce facteur va avoir un effet négatif sur l'atteinte des objectifs stratégiques car les solutions proposées n'ont pas été adoptées aux normes afghanes. De plus, les valeurs pro-américaines des conservateurs canadiens et leurs motifs réels quant aux intérêts nationaux sont contradictoires aux énoncés formels du gouvernement sur l'engagement canadien en Afghanistan. Cette lacune au niveau de l'institution gouvernementale démontre des différences entre les normes canadiennes et les intérêts nationaux ou motifs réels du gouvernement dans la stratégie élaborée pour la mission en Afghanistan. L'engagement canadien en Afghanistan a permis au Parti conservateur de rehausser les relations avec les États-Unis tout en développant une force militaire capable de projeter les intérêts nationaux<sup>142</sup>. Ceci fut aussi en ligne avec le désir du Général Hillier de changer la culture des FC pour ramener l'ethos du guerrier et changer ainsi la perception de certains politiciens et des canadiens du rôle des FC<sup>143</sup>. Ce dernier aspect sera étudié plus en détail au cours de la partie cognitive.

## **Pilier cognitif**

### *Les relations civiles-militaires*

Les relations civiles-militaires sont un facteur important dans un système démocratique comme le Canada. La perception des canadiens quant au rôle alloué aux FC est important dans l'élaboration de la politique canadienne et dans la façon dont les politiciens vont exercer leur

---

<sup>142</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics »... », p. 14.

<sup>143</sup> *Ibid*, p. 14.

pouvoir. Cette perception va aussi influencer les leaders militaires dans la façon dont ils vont diriger l'institution pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. Tel que mentionné par Robert Walker, l'institution militaire est unique par la nature de la mission pour laquelle elle a été créée, autrement dit, sa raison d'être différencie les FC des autres institutions privées ou publique au sein de la société<sup>144</sup>. Par exemple, l'ethos militaire et l'idéologie au sein de la doctrine et du leadership dans les FC joue un rôle déterminant dans la perception d'un soldat des actions à prendre sur le champ de bataille<sup>145</sup>. La prochaine partie va étudier les différences de perception entre les Canadiens, les politiciens et l'opinion du Général Hillier quant au rôle des FC. Puis, l'aspect cognitif de certaines décisions politiques canadiennes qui ont mené au déploiement des FC et récemment de la participation du WoG en Afghanistan sera analysé tout en considérant les motifs poursuivis par chaque institution. Les points en litige identifiés vont par la suite servir à identifier certains problèmes sur le plan cognitif qui compliquent l'élaboration d'une stratégie pour l'engagement canadien en Afghanistan.

### *Perception des Canadiens sur le rôle des FC*

En premier lieu, la mentalité canadienne concernant le rôle de maintien de la paix attribué aux FC lors des dernières décennies représente un facteur dominant dans la réticence des canadiens à supporter la mission canadienne en Afghanistan où les FC mènent des opérations de combat<sup>146</sup>. En effet, les derniers sondages canadiens démontrent une baisse du support des Canadiens envers la mission en Afghanistan ; le pourcentage qui était de 59% en juin 2006 a

---

<sup>144</sup> Robert W. Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues* (Kingston : Canadian Defence Academy Press, 2007), p. 39.

<sup>145</sup> *Ibid*, p. 40.

<sup>146</sup> Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world...*, p. 25.

diminué à 45% en octobre 2009<sup>147</sup>. Cette baisse souligne cette réticence de la population canadienne de déployer des soldats canadiens dans une zone de conflit où le risque de pertes au combat est élevé, et renforce ce sentiment adverse aux risques partagé par les Canadiens<sup>148</sup>. Tel que mentionné par Robert Walker, les derniers conflits auxquels les FC ont participé ont créé une mutation, un changement d'idéologie politique identifiant le Canada comme une nation de « peacekeepers »<sup>149</sup>. En fait, les FC ont été et sont toujours une organisation capable de combattre, habituellement supporté par la société canadienne<sup>150</sup>. Cette caractéristique du casque bleu attribuée aux FC a été dénoncée à maintes reprises par le Général Hillier. En effet, il mentionne que certains politiciens et universitaires furent bouleversés par ses propos, lors d'un point de presse, où il a qualifié les talibans de « detestable murders and scumbags » donnant un ton agressif à la mission ce qui allait à l'encontre des énoncés faits par les politiciens où l'accent était mis sur un rôle de maintien de la paix<sup>151</sup>.

Dans le rapport Manley, il est clairement souligné que l'engagement canadien en Afghanistan n'est pas bien compris par la population canadienne<sup>152</sup>. En effet, les différents gouvernements canadiens qui ont été au pouvoir ont échoué pour communiquer et informer la population canadienne sur les raisons concernant la décision de commettre des ressources en Afghanistan, sur les risques et difficultés associées à cette mission qui étaient différents des

---

<sup>147</sup> Canada.com, "Military presence in Afghanistan losing support of Canadians.", <http://www.canada.com/news/Military+presence+Afgghanistan+losing+support+Canadians/2145423/story.html>; Internet; consulté le 25 février 2010.

<sup>148</sup> *Ibid*, p. 3.

<sup>149</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p. 96.

<sup>150</sup> *Ibid*, p. 96.

<sup>151</sup> Rick Hillier, *A soldier first...*, p. 331.

<sup>152</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 20.

opérations de soutien de la paix et des résultats attendus<sup>153</sup>. Seul, le département de la Défense nationale a communiqué certains comptes-rendus qui n'ont pas fait allusion à l'aspect diplomatique et l'aide humanitaire<sup>154</sup>. Le message initial pour préparer la population à une intervention en Afghanistan renforçait la perception des canadiens quant au rôle de maintien de la paix des FC car le gouvernement Chrétien ne saisissait pas la complexité afghane et ne savait pas quel rôle les FC devaient avoir en Afghanistan<sup>155</sup>. Par exemple, Jean Chrétien a mentionné le 20 novembre 2001 que le principal rôle que les FC espéraient jouer, advenant un déploiement en Afghanistan serait de s'assurer que l'aide humanitaire se rende à ceux qui en ont besoin et que nous voulons éviter de combattre car nous voulons amener la paix<sup>156</sup>. Les messages lancés initialement par les politiciens étaient différents des messages de Hillier qui tentaient d'avertir la population des risques et dangers de la mission afghane.

#### *Point de vue du Général Hillier*

Hillier ne partageait pas les mêmes idées concernant le rôle des FC, il a d'ailleurs mentionné « We can't have much of an impact in the world using soft power when the rest of the world is hard »<sup>157</sup>. Selon Hillier, le Canada pourrait avoir un impact majeur sur la scène internationale sur le plan diplomatique, militaire et développement, toutefois l'ouverture d'esprit étroite de certains politiciens qui ne s'intéressent qu'au pouvoir, est néfaste dans l'atteinte des

---

<sup>153</sup> *Ibid*, p. 20.

<sup>154</sup> *Ibid*, p. 20.

<sup>155</sup> *Ibid*, p. 2.

<sup>156</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 1.

<sup>157</sup> *Ibid*, p. 331.

objectifs canadiens<sup>158</sup>. Le désaccord de Hillier sur cette image des FC véhiculée par les médias et partagée par la majorité des canadiens sur le rôle de maintien de la paix a eu un impact sur l'approche adoptée par les FC en Afghanistan et sur les recommandations de l'ancien CÉMD au PM sur la mission canadienne en Afghanistan. Les recommandations du Général Hillier étaient en conflit avec les objectifs du MAÉCI. En effet, Duane Bratt mentionne ce débat entre MAÉCI et les dirigeants militaires concernant le rôle des forces militaires en territoire afghan ; MAÉCI favorisait un rôle traditionnel tandis que les FC voulaient faire partie de la bataille<sup>159</sup>. Selon Bratt, Hillier a voulu renforcer la crédibilité des troupes canadiennes déployées et peindre une nouvelle image des FC différente de celle du casque bleu<sup>160</sup>. Bratt fait mention de la citation suivante de l'ancien CÉMD : « the aggressiveness and tenacity that the troops showed...dispelled the myth »<sup>161</sup>. Cette différence d'opinion entre les Canadiens, les politiciens et les dirigeants militaires concernant le rôle des FC en Afghanistan souligne une divergence d'opinion, soit cognitive, qui a un effet négatif sur la stratégie adoptée pour la mission en Afghanistan.

L'image des FC au cours des années 1990 avait été ternie par le déploiement du régiment aéroporté en Somalie où des buveries et des écarts de conduite avaient eu lieu. Hillier avait comme objectif de redonner l'image de prestige aux FC, ramener l'ethos du guerrier, de reconstruire la relation entre les FC et la population canadienne afin de reconnecter les canadiens avec leurs forces militaires<sup>162</sup>. Ils voulaient éduquer les Canadiens sur comment leur forces

---

<sup>158</sup> *Ibid*, p. 415.

<sup>159</sup> Duane Bratt, « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics » in Canadian foreign policy », accessible à <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2007/Bratt.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>160</sup> *Ibid*, p.13.

<sup>161</sup> *Ibid*, p.13.

<sup>162</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 329.

armées conduisaient leurs opérations, les ressources nécessaires pour effectuer leur travail et comment le support public était important<sup>163</sup>. Janice Gross Stein et Eugen Lang font allusion à ce désir des soldats canadiens de vouloir mettre en pratique l'entraînement rigoureux ils doivent adhérer avant un déploiement; les soldats veulent combattre et gagner<sup>164</sup>. Les motifs de Hillier étaient donc différents des énoncés formels du gouvernement concernant une mission axée sur l'aide humanitaire en Afghanistan.

Leader charismatique, Hillier a utilisé chaque opportunité pour faire la promotion de sa campagne « Recruit the Nation » afin de redonner aux forces cette image de prestige. Par exemple, en 2005, année du vétéran, lorsque le dernier vétéran récipiendaire de la Croix de Victoria est décédé, le sergent Ernest « Smokey » Smith, Hillier a nationalisé l'évènement pour rehausser le support de la population à ceux et celles qui ont tant donné pour leur pays<sup>165</sup>. Il a rappelé aux canadiens que les FC existaient et leur rôle dans la société d'aujourd'hui<sup>166</sup>. Toutefois, cette mission que s'était donnée Hillier de gagner le support des canadiens n'était pas partagée par tous au sein du gouvernement.

Selon Hillier, malgré les efforts de communications pour obtenir le support des Canadiens pour la mission en Afghanistan, le bureau du Premier Ministre (PMO) ne comprenait pas l'importance du support public concernant la mission en Afghanistan<sup>167</sup>. Selon lui, le PMO était beaucoup plus soucieux de sa popularité comme CÉMD auprès du public canadien que de la

---

<sup>163</sup> *Ibid*, p. 329.

<sup>164</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. xiii.

<sup>165</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 336.

<sup>166</sup> *Ibid*, p. 340.

<sup>167</sup> *Ibid*, p. 404.

mission comme telle<sup>168</sup>. Cet aspect est très important car il démontre des différences cognitives entre les FC, entre autre Hillier, et les politiciens concernant la mission en Afghanistan. Les politiciens et les Canadiens n'étaient pas conscients que l'environnement dans lequel le Canada venait de s'engager est caractérisé par un pays en faillite, instable, où une insurrection y est ancrée<sup>169</sup>. Selon Hillier, c'est seulement au cours des six derniers mois de son mandat comme CÉMD que la vision et la stratégie du gouvernement canadien a commencé à changer afin de résoudre le problème afghan<sup>170</sup>. Hillier, dans son livre, souligne : « we were at war in Afghanistan, while the mandarins processed paper »<sup>171</sup>. Les politiciens, soucieux de l'opinion publique quant au rôle des FC, voulaient éviter de créer le mécontentement et par le fait même perdre des points sur des sondages futurs. Cet aspect fut aussi souligné par l'Honorable John Manley où il a mentionné que malgré la complexité et le danger de la mission, les débats politiques et les efforts pour engager la population, furent minimales<sup>172</sup>. Donc, les motifs et les propos de Hillier étaient contradictoires aux motifs et aux énoncés formels des politiciens au début de la mission canadienne à Kandahar.

### *Image du Canada sur la scène internationale*

L'engagement canadien en Afghanistan a servi de plateforme pour relancer le pouvoir diplomatique du gouvernement canadien sur la scène internationale. En effet, le PM Harper lors de son premier discours au Comité de sécurité des Nations Unies a lancé un message de prise de

---

<sup>168</sup> *Ibid*, p. 404.

<sup>169</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 210.

<sup>170</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 405.

<sup>171</sup> *Ibid*, p. 494.

<sup>172</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan, [http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/collection\\_2008/dfait-maeci/FR5-20-1-2008E.pdf](http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/collection_2008/dfait-maeci/FR5-20-1-2008E.pdf); Internet; consulté le 10 décembre 2009.

conscience au reste de la communauté internationale demandant plus de support dans la lutte contre les talibans en Afghanistan et une amélioration de la gestion de la globalisation<sup>173</sup>. La même observation fut notée par des diplomates au sein de l'OTAN qui ont souligné le rôle majeur joué par le Canada pour déterminer l'engagement futur de l'OTAN en Afghanistan<sup>174</sup>. Les efforts importants du Canada pour améliorer et solidifier la coordination entre l'ONU, le gouvernement afghan et différentes agences internationales, furent notées par les alliés; par exemple, le rapport Manley a influencé certaines décisions et actions de l'OTAN<sup>175</sup>. À ce sujet, la recommandation du rapport concernant le déploiement additionnel d'un bataillon de 1000 hommes fut pris en considération; les américains ont déployé quelques mois après, une brigade de marines américains dans le sud du pays pour aider à combattre les talibans<sup>176</sup>. Tel que mentionné par John Manley, l'Afghanistan a offert au Canada une opportunité de s'engager au niveau international dans un problème qui a donné du poids et de la crédibilité au pays<sup>177</sup>. Nul doute que l'engagement canadien en Afghanistan a permis de donner un regain de vie à la politique étrangère canadienne. Cet aspect, tel que mentionné dans la partie normative, comporte des différences entre les propos officiels et les motifs réels du gouvernement canadien sur la mission en Afghanistan.

---

<sup>173</sup> Bill, Varner, "Harper first UN speech, seeks support for Afghan mission", Bloomberg; accessible à <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601082&sid=aZi7nJUDQw5w&refer=canada>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>174</sup> Canada.com, "NATO endorses much of Canadian stance on Afghanistan", <http://www.canada.com/topics/news/story.html?id=75504de5-551b-4029-92e2-1876ba80c>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>175</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>176</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>177</sup> *Ibid*, p. 4.

### *Approche WoG*

Le décès du premier directeur politique dans l'équipe de reconstruction provinciale (PRT), Glyn Berry, lors d'un attentat suicide avec une voiture piégée, a renforcé le sentiment adverse aux risques qui est partagé à Ottawa<sup>178</sup>. Cette prise de position des politiciens à Ottawa complique l'approche du WoG en Afghanistan. Alors que les membres du MAÉCI et de l'ACDI voudraient aller sur le terrain pour parler aux afghans, la situation instable ne le permet pas<sup>179</sup>. Hillier a aussi souligné cette adversité aux risques qui est au cœur même de l'institution à Ottawa. Il a mentionné que suite au décès de Glyn Berry, malgré ses efforts d'intervention auprès du gouvernement, l'aspect diplomatie et développement du concept 3D a arrêté de progresser car les membres du MAÉCI et de l'ACDI étaient maintenant confinés à l'ÉPR<sup>180</sup>. Il a mentionné: « we worked on every single level throughout the Government of Canada, but Ottawa was so casualty averse that our efforts were to no avail »<sup>181</sup>. Donc l'approche 3D adoptée par le gouvernement était limitée avec un accent mis sur la défense. Karin Phillips fait allusion à ce concept de défense diplomatique à savoir que les FC sont ceux qui dominent sur tous les aspects du concept 3D<sup>182</sup>, soit l'approche WoG ; ceci va diminuer les résultats recherchés par cette approche.

---

<sup>178</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>179</sup> *Ibid*, p. 5.

<sup>180</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 389.

<sup>181</sup> *Ibid*, p. 389.

<sup>182</sup> Karin Phillips, "Afghanistan : Canadian diplomatic engagement"... , p. 5.

Le WoG permet une approche unifiée qui est efficace pour contrer une insurrection dans un pays en défaillance<sup>183</sup>. La contre-insurrection est une lutte politique ou des actes de violence sont commis et des interventions militaires sont requises sans toutefois être suffisantes pour résoudre le problème<sup>184</sup>. Une approche impliquant les forces militaires et d'autres ministères du gouvernement est requise pour développer une stratégie au niveau national qui sera par la suite mise en application sur le plan stratégique, opérationnel et tactique<sup>185</sup>. Cependant, ce concept comporte un grand défi, la coordination des efforts au niveau de la défense, de la diplomatie et du développement. En effet, les objectifs des FC sont souvent différents de ceux de l'ACDI qui ont des objectifs échelonnés sur une longue période. Par exemple, les forces militaires veulent avoir des projets rapides qui vont aider à sécuriser une région par le fait même gagner le support de la population, tandis que l'ACDI veut générer des projets à long terme qui vont renforcer le sentiment de propriété du projet par les afghans par l'intermédiaire des ONG. Cette différence est expliquée par un manque d'éducation vis-à-vis la culture de chaque département qui rend difficile l'adoption d'une stratégie unifiée. Le rapport Manley mentionne aussi ce problème et recommande que la coordination entre les différents départements et agences soit élevé à un niveau supérieur à Ottawa pour améliorer l'efficacité du concept WoG, et ainsi rehausser la synergie dans les activités de l'ÉPR impliquant les différents ministères<sup>186</sup>.

---

<sup>183</sup> Karin Phillips, "Afghanistan : Canadian diplomatic engagement" ..., p. 5.

<sup>184</sup> Joint Force Quaterly, "Irregular warfare is warfare", [http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq\\_pages/editions/i52/20.pdf](http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq_pages/editions/i52/20.pdf); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

<sup>185</sup> *Ibid*, p. 100.

*Rapport Manley*

Le rapport Manley, mis sur pied à la demande du gouvernement Harper, souligne le manque de communications au niveau national par les chefs politiques sur la décision d'intervenir en Afghanistan et identifient certains facteurs qui définissent l'environnement dans lequel le Canada s'est engagé, puis énumèrent des recommandations quant à l'approche et aux actions qui doivent être prises pour appliquer une stratégie qui va obtenir des résultats. Selon le Manley Panel, la nécessité d'établir des mesures quantifiables est essentielle pour mesurer les objectifs d'une stratégie unifiée et cohérente<sup>187</sup>. Les objectifs stratégiques définis par le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan comprennent plusieurs indicateurs pour mesurer le progrès des actions canadiennes en Afghanistan. La plupart de ces indicateurs seront atteints à très long terme. Il est alors curieux de constater que le gouvernement a décidé de retirer la Force opérationnelle en 2011 sachant bien que les objectifs n'auront pas été atteints. Le rapport Manley a mis en garde le gouvernement canadien sur les décisions futures concernant le rôle du Canada dans un avenir prochain car les valeurs et les intérêts canadiens sont en jeu; un retrait précoce ébranlerait l'influence et le pouvoir diplomatique du Canada au sein de l'ONU et de l'OTAN, incluant aussi Washington<sup>188</sup>. La perception initiale du gouvernement quant aux difficultés présentées par l'environnement opérationnel en Afghanistan et le rôle des FC au sein de la mission était vague. Le gouvernement était indécis quant à la politique à adopter et les objectifs stratégiques acceptables par la population canadienne<sup>189</sup>. Les énoncés formels du

---

<sup>186</sup> Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan..., p. 28.

<sup>187</sup> *Ibid*, p. 13.

<sup>188</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>189</sup> *Ibid*, p. 2.

gouvernement canadien devaient tenir compte de l'opinion publique quant au rôle de casque bleu des FC. Ceci vient renforcer cette divergence cognitive entre les politiciens et les dirigeants militaires quant au rôle des FC en Afghanistan.

### *Société canadienne vs société afghane*

Un autre aspect touche les différences cognitives entre la société canadienne et la société afghane. L'approche canadienne telle que décrite dans la partie régulatrice est basée sur le système démocratique occidental et les valeurs canadiennes que le Canada ne cesse de promouvoir et de véhiculer dans sa politique étrangère. En effet, les canadiens ont la certitude que leurs valeurs et la démocratie selon la perception des canadiens est la bonne façon de faire les choses. La stratégie canadienne impose des concepts basés sur la démocratie représentative qui sont différents et font peu de sens au système traditionnel afghan. En effet, selon Granatstein, les valeurs et civilisations occidentales sont celles qui ont le plus de succès, cependant ce sont aux autres nations à décider si elles veulent les adopter ou non sans l'influence occidentale<sup>190</sup>. Tel que mentionné dans le chapitre précédent, l'émergence des talibans s'est produit au cœur même de la population pour contrer les différents entre les tribus et les seigneurs de guerre. La population afghane doit vouloir accepter le système démocratique occidental pour que la stratégie canadienne fonctionne. Selon Matt Waldman, très peu d'efforts ont été faits pour s'assurer que les familles, communautés et tribus qui sont les piliers fondamentaux de la société afghane, établissent et solidifient des relations amicales et productives<sup>191</sup>. En effet, les capacités

---

<sup>190</sup> J.L. Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world* (Toronto : HarperCollins Publishers Ltd, 2007), p. 68.

<sup>191</sup> Matt Waldman, « Community peace building in Afghanistan : the case of a national strategy », OXFAM Research report; accessible à <http://www.oxfam.ca/news-and-publications/publications-and-reports/community-peacebuilding-in-afghanistan-the-case-for-a-national-strategy/file>; Internet; consulté le 10 décembre 2009.

de communautés afghanes pour résoudre leur problèmes et disputes, et pour bâtir et maintenir la stabilité et la paix, ont été négligées<sup>192</sup>.

Les efforts canadiens en Afghanistan sont très souvent au niveau des capacités de la nation, c'est-à-dire, la gouvernance, les forces de sécurité afghanes et le développement de l'économie. Cependant, cette stratégie rejoint en très minime partie le peuple afghan qui est au cœur du problème de l'insurrection. L'approche du gouvernement canadien doit considérer le système traditionnel et tribal de la société afghane pour adopter une stratégie mettant l'accent sur les besoins des afghans. Waldman souligne ce besoin de construire des capacités au sein des communautés afghanes qui vont favoriser la médiation, la négociation et la résolution de conflits, supportant la participation de la société dans le développement et la paix<sup>193</sup>. Ce concept comprend de nombreux défis et nécessite l'élaboration d'une stratégie nationale tenant compte de la société afghane. Cependant les motifs réels qui sont contradictoires avec les énoncés formels du gouvernement présentent un obstacle à la volonté du gouvernement de s'impliquer.

#### *Intérêt national : Relations avec les États-Unis*

Certains auteurs sont d'avis que l'engagement canadien en Afghanistan a été influencé en majeure partie par les relations bilatérales entre le Canada et les États-Unis. De plus, les missions militaires canadiennes basées sur les recommandations des généraux sont souvent influencées par les intérêts et motifs fixés à Washington<sup>194</sup>. La décision du gouvernement canadien de ne pas participer aux opérations américaines en Iraq en 2003 a eu des répercussions

---

<sup>192</sup> *Ibid*, p. 3.

<sup>193</sup> *Ibid*, p. 4.

<sup>194</sup> Stein and Lang, *The unexpected war: Canada in Kandahar...*, p. 261-262.

négligentes qui ont brouillé les relations bilatérales avec les États-Unis<sup>195</sup>. De plus, le refus du gouvernement Martin de participer au programme de « Ballistics Missile Defence » (BMD) a aussi laissé un goût amer dans la bouche de certains leaders américains à Washington<sup>196</sup>. Tel que mentionné par John Manley, tout PM canadien a deux priorités : l'unité nationale et les relations bilatérales avec les États-Unis<sup>197</sup>. L'économie canadienne est intimement reliée aux États-Unis car les deux tiers des investissements étrangers sont américains et comptent pour plus de \$228 milliards et plus de 80% des exportations canadiennes vont aux États-Unis<sup>198</sup>. Donc, le gouvernement canadien se doit de maintenir et consolider les liens qui unissent les deux nations pour augmenter la prospérité économique du pays<sup>199</sup>.

Les événements du 11 septembre 2001 ont rehaussé le besoin de sécurité de l'Amérique du Nord où le Canada, par sa géographie, a suscité l'intérêt des américains. L'Afghanistan a permis au Canada de démontrer aux États-Unis leurs capacités militaires pour défendre le pays, donc affirmer sa souveraineté, et bloquer toute menace provenant du Canada vers les États-Unis<sup>200</sup>. Donc, l'engagement canadien en Afghanistan a permis de consolider les liens qui unissent Washington et Ottawa. En effet, certains commentaires d'officiels seniors américains qui soulignent les sacrifices et les contributions du Canada en Afghanistan, démontrent un niveau

---

<sup>195</sup> Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world...*, p. 89.

<sup>196</sup> Stein and Lang, *The unexpected war: Canada in Kandahar...*, p. 167.

<sup>197</sup> *Ibid*, p. 262.

<sup>198</sup> Granatstein, *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world...*, p. 84.

<sup>199</sup> *Ibid*, p. 61.

<sup>200</sup> *Ibid*, p. 101.

de respect plus élevé de la part des américains à l'égard des canadiens<sup>201</sup>. De plus, tel que souligné par Stein et Lang, le Canada va continuer de se battre en Afghanistan aux côtés des américains ; un échec de prolonger la mission serait non seulement un abandon des afghans mais aussi des américains<sup>202</sup>. Cette nouvelle approche du gouvernement Harper dans l'élaboration de la politique étrangère qui est similaire à celle des Etats-Unis est caractérisée par une transition de l'utilisation du « soft power » vers le « hard power » dans la poursuite des intérêts nationaux sur la scène internationale.

Bref, le pilier cognitif permet de déceler certains problèmes institutionnels au sein du gouvernement qui font en sorte que la stratégie canadienne adoptée pour l'Afghanistan rencontre des obstacles. Les divergences d'opinions entre les différents départements, entre autre la Défense et le reste du gouvernement complique la coordination et la synchronisation des activités sur le terrain. Le concept du WoG, est sans aucun doute la bonne approche pour rebâtir un pays en défaillance caractérisée par une insurrection. Cependant les dirigeants militaires qui voit une opportunité de réanimer l'ethos du guerrier dans ses rangs et rehausser l'image et la crédibilité des ses troupes au Canada comme force capable au combat, est confrontée au monde politique qui est très adverse aux risques et très soucieuse de l'opinion publique. L'éducation de chaque culture est requise, c'est-à-dire, les FC doivent être sensibilisées avec la bureaucratie et les procédures des autres ministères et éduquer les politiciens et les bureaucrates sur leur raison d'être et les capacités à opérer selon le spectre complet des opérations.

---

<sup>201</sup> M.A.G. Norman, "Reinforcing sovereignty with Values : Canada's mission in Afghanistan through the lens of national interests" (Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme d'études de sécurité nationale, Collège des Forces canadiennes, 2007), p. 22.

## CHAPITRE 3 – SYNTHÈSE

### Rétrospective

« L'engagement militaire et civil du Canada en Afghanistan constitue l'expression la plus affirmative de la politique étrangère du pays depuis la guerre de Corée dans les années 1950 »<sup>203</sup>. Cette citation du Comité du Cabinet sur l'Afghanistan, souligne l'importance de la mission en Afghanistan dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne. L'Afghanistan a permis au gouvernement canadien de rehausser son image, sa réputation et sa crédibilité sur la scène internationale. De plus, au Canada, les FC ont démontré à la population leurs capacités pour conduire des opérations de combat et donner un regain de vie à l'ethos militaire véhiculé au sein des FC. Cependant, les progrès sont lents et le dernier rapport trimestriel du Comité du Cabinet sur l'Afghanistan fait allusion à ces défis : « Il faut se rappeler que la réalisation de progrès en Afghanistan est une lutte ardue contre des décennies de conflit violent, de guerre civile, de pauvreté, de corruption et d'abus de pouvoir »<sup>204</sup>. Tel qu'illustré dans les parties précédentes, les objectifs fixés par le gouvernement ne coïncident pas nécessairement avec la décision du gouvernement de retirer les troupes canadiennes en 2011 alors que la lutte n'est loin d'être terminée. Les arguments présentés dans ce papier révèlent une distorsion entre les motifs réels du gouvernement et les objectifs définis par le Comité du Cabinet sur l'Afghanistan. De plus, les motifs et objectifs des FC démontrent une certaine divergence avec ceux du gouvernement. Cette divergence est reliée aux différences normatives qui existent entre les deux institutions, ce

---

<sup>202</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 239.

<sup>203</sup> Gouvernement du Canada, « L'engagement du Canada en Afghanistan – Rapport trimestriel au Parlement pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2009 », [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09\\_09\\_f.pdf](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09_09_f.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

<sup>204</sup> *Ibid*, p. 6.

qui crée certaines failles au niveau de la synergie entre les politiciens et les bureaucrates, et les dirigeants militaires concernant l'élaboration et la mise en application d'une stratégie pour l'engagement canadien en Afghanistan.

Nul doute que les institutions canadiennes en cause sont légitimes, crédibles et acceptées par la société canadienne<sup>205</sup>. Le gouvernement élu représente la population canadienne, et par le fait même, véhicule les valeurs, les normes et les croyances de la société canadienne. Malgré la nature distincte de la culture des FC, les valeurs militaires sont aussi le reflet de la société. Toutefois, par la nature de leur rôle et raison d'être, les FC sont séparées et différentes des institutions publiques et privées, au sein de la société canadienne<sup>206</sup>. Cet aspect important est souvent mal compris par les chefs politiques, les bureaucrates et les canadiens. Le même principe s'applique pour les leaders militaires qui sont souvent peu familiers avec ces différences normatives, c'est-à-dire, les motifs et les intérêts du gouvernement, et la bureaucratie qui influencent les décisions politiques entre autre l'emploi des FC en pays étranger.

La dernière partie va relier les arguments déjà présentés et ainsi identifier certains écarts entre les FC et les politiciens et bureaucrates qui ont un impact sur la stratégie adoptée et certaines décisions quant à l'engagement canadien en Afghanistan. Ces problèmes, tels qu'indiqués précédemment, sont reliés au conflit entre deux cultures qui ont un effet négatif sur la synergie et l'efficacité d'une approche intégrée pour la mission en Afghanistan. Par la suite, lors de la conclusion, des recommandations seront faites pour améliorer cette synergie requise lors de l'élaboration de la stratégie pour aider un pays en faillite comme l'Afghanistan.

---

<sup>205</sup> Scott, *Institutions and organizations...*, p. 58.

<sup>206</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p. 39.

## Divergence d'opinion sur le rôle des FC

La perception des canadiens et de la communauté internationale sur le rôle des FC comme « casque bleu » est aussi présente parmi les politiciens et les bureaucrates. Ce rôle perçu par la population canadienne contribue aussi à la réputation du Canada comme étant « risk adverse ». Tel que souligné par Greg Lyle, la mission en Afghanistan n'a fait que renforcer cette opinion des canadiens qui sont moins enclins à supporter un déploiement des FC dans des zones de conflits<sup>207</sup>. Les sondages effectués au cours de l'automne 2009 démontre bien cette tendance des canadiens d'être porter vers le pacifisme et éviter les dangers. En effet, suite au nombre croissant de pertes subies en Afghanistan, le pourcentage de canadiens qui supportent une intervention militaire sachant bien qu'il y a un risque élevé de pertes ou blessures est passé de 55% en 2006, à 47% en 2009<sup>208</sup>. De plus, seulement 45% des canadiens supportent présentement la mission en Afghanistan, contrairement à 59% en 2006<sup>209</sup>. De note, le Québec représente la plus province qui est la plus opposée au déploiement de troupes canadiennes en Afghanistan avec un pourcentage de 68% contre l'intervention militaire<sup>210</sup>.

La population québécoise, tel que présenté dans le pilier normatif, a toujours projeté une image anti-guerre et anti-américaine. Le gouvernement minoritaire de Harper doit considérer ce

---

<sup>207</sup> Canada.com, "Military presence in Afghanistan losing support of Canadians.", <http://www.canada.com/news/Military+presence+Afgghanistan+losing+support+Canadians/2145423/story.html>; Internet; consulté le 25 février 2010.

<sup>208</sup> All Headline News, "Survey: Support by Canadians for military mission in Afghanistan down to 45 percent", [http://www.innovativeresearch.ca/091027\\_All%20Headline%20News\\_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf](http://www.innovativeresearch.ca/091027_All%20Headline%20News_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf); Internet; consulté le 25 février 2010.

<sup>209</sup> Bradley Bouzane, "Support for Canada's role in Afghanistan below 50%: poll.", *National Post*, 26 octobre 2009; accessible à <http://www.nationalpost.com/story.html?id=2143861>; Internet; consulté le 25 février 2010.

<sup>210</sup> Canada.com, "Military presence in Afghanistan losing support of Canadians.", <http://www.canada.com/news/Military+presence+Afgghanistan+losing+support+Canadians/2145423/story.html>; Internet; consulté le 25 février 2010.

facteur dans ses décisions. L'unité nationale, tel que souligné par Louis St-Laurent, doit demeurer un objectif du gouvernement pour permettre à un Canada uni de se projeter sur la scène internationale. Donc, le gouvernement, doit tenir compte de cet aspect dans l'élaboration de sa politique étrangère et dans ses décisions concernant l'engagement canadien en Afghanistan pour maintenir la légitimité auprès des Canadiens. Le pourcentage décroissant des canadiens qui supportent la mission est un facteur que le gouvernement doit considérer dans sa décision de retirer les FC avant que les objectifs stratégiques soient atteints. Cet aspect aurait sans doute pu être mitigé par une campagne d'information intégrée au sein des différents ministères pour informer les canadiens des objectifs définis pour l'Afghanistan dans la poursuite des intérêts nationaux.

Cependant, l'image du casque bleu partagée par la majorité des canadiens n'était toutefois pas la même que l'ancien CÉMD, le général Hillier. En effet, Hillier avait comme objectif de briser cette réputation de casque bleu pour ramener l'ethos du guerrier et rebâtir la réputation des FC; une force militaire capable de mener des opérations de combat. La mission en Afghanistan offrait une opportunité aux FC de rehausser leur crédibilité au pays et sur la scène internationale. Selon Hillier, les militaires ont été témoin d'un changement de culture, les soldats sont maintenant confiants et fiers de leur identité de guerrier capable d'accomplir des tâches difficiles souvent violentes; la vignette du casque bleu attribué par bien des canadiens, est maintenant chose du passé<sup>211</sup>. De plus, les relations avec les États-Unis qui avaient connu certaines tensions suite au refus de participer à la mission en Iraq et au programme de BMD, ont été solidifiées par les contributions canadiennes en Afghanistan. Tel que décrit plus haut, les commentaires positifs émis par l'officier le plus senior des forces américaines en témoignent.

---

<sup>211</sup> Hillier, *A soldier first...*, p. 493-494.

Donc la mission en Afghanistan a rehaussée la crédibilité des FC auprès des États-Unis et autres alliés et a changé cette image du public des FC normalement commises dans des missions de soutien de la paix et d'aide humanitaire à une image d'une force militaire engagée dans une mission de combat haute intensité au sein d'une guerre de contre-insurrection<sup>212</sup>.

La mission en Afghanistan va influencer pour ne pas dire déterminer le futur des FC et va aussi fausser la manière de penser du gouvernement concernant l'emploi des FC comme instrument de politique étrangère<sup>213</sup>. Cet argument est aussi en ligne avec la vision de Hillier. En effet, selon Walker, il est important de noter que le Canada n'est pas une nation de « peacekeeper » avec une force militaire structuré pour ce rôle; cette idéologie qui a évolué au cours de l'histoire n'est qu'une idéologie politique canadienne<sup>214</sup>. Au contraire, les FC sont une force capable de conduire des opérations de combat et sont généralement supportées par la population canadienne<sup>215</sup>. Cette perception du rôle de maintien de la paix joué par le FC au cours des dernières décennies démontre plutôt le professionnalisme et des lignes de conduites exemplaires basées sur un code d'éthique solide<sup>216</sup>. Cependant, l'influence domestique sur le palier stratégique est et sera toujours important; les canadiens peuvent se battre mais préfère être pacifique et orienté vers la paix<sup>217</sup>. De plus, ils désirent promouvoir leurs valeurs sur la scène

---

<sup>212</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 196.

<sup>213</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 245.

<sup>214</sup> Walker, *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues...*, p. 96.

<sup>215</sup> *Ibid*, p. 96.

<sup>216</sup> *Ibid*, p. 96.

<sup>217</sup> *Ibid*, p. 96.

internationale<sup>218</sup>. Donc, cette divergence d'opinion entre l'institution militaire et l'institution publique quant au rôle des FC crée une faille dans la synergie requise au niveau stratégique pour élaborer une stratégie intégrée pour l'engagement canadien dans un état en faillite comme l'Afghanistan. Ces différences profondes au niveau des valeurs normatives entre les deux institutions font en sorte que les Canadiens ne sont pas nécessairement prêts à supporter une lutte contre une insurrection dans un pays en faillite comme l'Afghanistan, où des opérations de combat comportant un risque élevé de pertes au combat, sont de mises.

### **Intérêts nationaux vs motifs réels**

La géographie du Canada fait en sorte que le Canada est intimement lié aux États-Unis, autant au niveau économique que sur le plan de la sécurité nationale. De plus, l'influence de Washington joue un rôle important dans les décisions politiques canadiennes. Ceci fait en sorte que la gestion des relations avec les États-Unis est probablement l'un des intérêts nationaux les plus importants<sup>219</sup>. Du côté militaire, l'influence américaine est aussi présente. Les antécédents de Hillier avec les forces américaines ont influencé sa vision et celle des FC à savoir que le maintien de bonnes relations avec la super puissance était important. Par exemple, le concept de la guerre à trois volets décrite par Hillier fut développé par le Corps de Marines américains pour décrire une zone de conflit urbaine<sup>220</sup>. Conscient des tensions existantes entre Washington et Ottawa suite aux décisions de ne pas participer à la mission en Iraq et au programme de BMD, et peu de temps après avoir été nommé CÉMD, Hillier a développé une stratégie intégrée qui allait

---

<sup>218</sup> *Ibid*, p. 96.

<sup>219</sup> Craig Hilton, "Shaping commitment : resolving Canada's strategy gap in Afghanistan and beyond" (Carlisle, PA : U.S. Army War College, 2007), p. 2.

<sup>220</sup> Stein and Lang, *The unexpected war : Canada in Kandahar...*, p. 147.

commettre le Canada dans l'une des régions les plus dangereuses de l'Afghanistan; cette initiative allait impressionner Washington incluant George Bush<sup>221</sup>. Lorsque Hillier a exposé son plan aux politiciens, il a insisté sur le fait que Washington apprécierait une force de combat canadienne étant donné l'étendue des troupes américaines déployées en Iraq et en Afghanistan<sup>222</sup>. De plus, il est important de noter que les priorités de Paul Martin à ce moment là étaient le Darfour, Haïti et le Moyen Orient; l'Afghanistan était loin derrière<sup>223</sup>. Martin a même déclaré que l'Afghanistan est devenu notre plus gros engagement d'aide au développement mais que ça n'aurait pas dû être ainsi<sup>224</sup>. Il est donc intéressant de constater que les intérêts nationaux étaient initialement dirigés ailleurs qu'en Afghanistan mais que les arguments convaincants de Hillier ont réussi à influencer Paul Martin de changer de cap et d'opter pour un déploiement en Afghanistan.

Il existe un dilemme perpétuel qui entoure la politique étrangère et celle de la défense, à savoir si la décision prise est la meilleure<sup>225</sup>. Cette question est sans aucun doute présente dans l'arrière-pensée des chefs politiques et des leaders militaires au niveau stratégique lorsqu'une décision est prise quant au déploiement des FC dans un pays en faillite ou ailleurs. Les intérêts canadiens lors de discours sont souvent différents des motifs réels du gouvernement. Étant donné certains intérêts et propos énoncés par le gouvernement américain, ce désir caché de

---

<sup>221</sup> *Ibid*, p. 181.

<sup>222</sup> *Ibid*, p. 183.

<sup>223</sup> *Ibid*, p. 191.

<sup>224</sup> *Ibid*, p. 191.

<sup>225</sup> John A. Harder and Ali A. Salam, "The triage of Canadian foreign and fence policy : a comparative analysis of the current Canadian Forces mission in Afghanistan and a potential Canadian forces mission to Darfur", accessible à [http://www.queensu.ca/dms/working\\_papers/Triage%20of%20Canadian%20Foreign%20and%20Defence%20Policy.pdf](http://www.queensu.ca/dms/working_papers/Triage%20of%20Canadian%20Foreign%20and%20Defence%20Policy.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

maintenir de bonnes relations avec les voisins du Sud apportent un certain poids dans les décisions canadiennes. Nul doute que l'Afghanistan a permis de solidifier les relations bilatérales déjà existantes et rehausser la crédibilité du Canada aux yeux des américains et de la communauté internationale; cependant les objectifs définis dans la stratégie du gouvernement pour la mission canadienne en Afghanistan sont contradictoires et démontrent un engagement à long terme qui ne sera probablement pas respecté étant donné le retrait des FC en 2011. Le PM Harper a utilisé le dossier Afghan pour augmenter le pouvoir diplomatique du Canada sur la scène internationale grâce aux contributions des FC à Kandahar. Les opérations militaires canadiennes ont contribué à rehausser l'image canadienne sur le plan international et auprès des États-Unis. Le facteur « États-Unis » a donc influencé les décisions du gouvernement concernant l'engagement canadien en Afghanistan.

Les différences entre les objectifs du Comité sur l'Afghanistan et les motifs réels reliés aux intérêts nationaux démontrent des différences entre le pilier normatif et le pilier cognitif. La justification de la mission canadienne en Afghanistan n'est pas nécessairement en ligne avec les motifs réels du gouvernement concernant l'engagement canadien en Afghanistan. Cet écart fait en sorte que certaines décisions politiques ne sont majoritairement pas supportées par les Canadiens. Par exemple, le gouvernement Harper favorise l'usage de la force qui se veut une nouvelle approche pour les Canadiens qui pour la majeure partie, ne supportent pas ce nouveau rôle donné aux FC. Toutefois, ce nouveau rôle des FC a permis de rehausser l'image et la crédibilité du Canada au sein de la communauté internationale et auprès des États-Unis. Donc, le support requis par la population canadienne dans la mission en Afghanistan ne peut être atteint étant donné les valeurs pacifistes des canadiens et les valeurs pro-militaires et pro-américaines démontrées par le gouvernement Harper. Les différences profondes entre le normatif et le

cognitif ont un impact sur la stratégie adoptée par le gouvernement en Afghanistan car les objectifs définis ne sont pas respectés étant donné les motifs réels du gouvernement.

### **Whole of Government: conflit entre deux cultures**

Le pilier régulateur décrit l'engagement canadien en Afghanistan comme une approche unifiée impliquant trois principaux ministères : MND, MAECI et ACDI. Ce concept basé sur l'approche 3D est la solution adoptée par le gouvernement canadien pour aider un pays en faillite. Cependant, les différences normatives font en sorte que l'intégration des ministères est difficile et rencontre de la réticence au niveau des joueurs clés. De plus, cette approche nécessite un engagement et de la volonté de la part des dirigeants politiques pour élaborer et adopter une stratégie. Le gouvernement Harper a démontré une certaine volonté dans son approche adoptée pour l'Afghanistan, cependant les motifs réels guidant souvent leurs décisions ne sont pas en lignes avec les objectifs définis par le Comité du Cabinet. Cette différence normative complique la coordination entre les leaders militaires et les différents représentants des autres ministères pour coordonner et synchroniser les activités requises pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. En effet, les différences entre les valeurs véhiculées par les FC et celles des politiciens et des bureaucrates, font en sorte que le concept du WoG, malgré son bien fondé, rencontre des difficultés au niveau de la synergie nécessaire pour obtenir les résultats escomptés dans un état en faillite comme l'Afghanistan.

L'approche WoG comporte aussi certaines lacunes associées à chaque ministère qui réduisent l'efficacité nécessaire pour adopter la stratégie définie par le gouvernement. La grandeur et la culture de chaque département représente une barrière qui contribue à diminuer

l'efficacité du WoG<sup>226</sup>. En effet, le nombre limité d'officiers de MAECI et de l'ACDI disponibles et pouvant être assignés à la mission afghane complique la planification et l'exécution au niveau stratégique, opérationnelle et tactique des activités et des opérations<sup>227</sup>. Les FC occupent donc le premier rang en effectifs et organisations impliquées dans la planification et la synchronisation des activités, ce qui limite les contributions des autres ministères dans la planification et l'exécution des opérations<sup>228</sup>. À ce sujet, s'ajoute la nécessité des membres des autres départements d'avoir l'autorité nécessaire en théâtre pour prendre des décisions concernant le mandat fixé et les dépenses ou coûts encourus<sup>229</sup>. Tel que mentionné par Hillier, les FC prennent très souvent l'initiative au niveau des trois D oeuvrant ainsi au niveau des trois lignes d'opérations, ce qui crée des tensions entre les ministères. Ceci peut être expliqué au niveau normatif où les FC sont forgées avec ce désir et cette poursuite d'accomplir la mission ou de s'assurer que le travail soit fait. Cet aspect des FC est souvent étranger aux autres ministères où les valeurs et les normes sont différentes. En effet, l'accent n'est pas nécessairement mis sur l'accomplissement de la mission car les agendas cachés et les motifs réels de chaque ministère sont souvent au cœur du problème. Il existe donc des différences normatives et cognitives profondes au niveau des deux institutions qui vont avoir un effet négatif sur l'intégration des ministères et la synergie du WoG.

---

<sup>226</sup> Ministère de la Défense nationale, *How do we go about building peace while we're still at war ? Canada, Afghanistan and the Whole of Government concept* (Canadian Defence Academy: Canadian Forces leadership Institute, 2008), p. 37.

<sup>227</sup> *Ibid*, p. 37.

<sup>228</sup> *Ibid*, p. 37.

<sup>229</sup> *Ibid*, p. 37.

Le défi en Afghanistan se situe au niveau des tâches de construction et de reconstruction des capacités et d'institutions auto-suffisantes et capables de fournir aux afghans une sécurité physique et économique, et le droit de parole dans le système décisionnel politique<sup>230</sup>. Le problème afghan requiert donc une approche intégrée où l'usage de la force n'est qu'une partie de la solution. Les autres ministères ont un rôle important à jouer et l'intégration des efforts de tous est de mise. Ces différences normatives profondes doivent être comprises par les leaders militaires et les dirigeants politiques pour relever les défis en Afghanistan.

Un dernier aspect essentiel pour la lutte contre-insurrectionnelle est la nécessité du gouvernement canadien d'avoir une stratégie nationale qui va clarifier les intérêts nationaux<sup>231</sup>. La défaite des insurgés étant au niveau politique, une approche WoG est requise où les forces militaires auront un rôle crucial à jouer dans la stratégie adoptée car ils seront ceux qui vont côtoyer la population et contribuer en majeure partie à les influencer. Les pays en faillite souvent caractérisés par une insurrection vont donc exiger une participation accrue des autres ministères gouvernementaux pour mettre en place une stratégie mettant l'accent sur le développement des capacités de la nation. Les différentes institutions impliquées vont devoir être sensibilisés aux différences normatives et cognitives profondes qui existent pour pouvoir avoir une approche intégrée et unifiée afin d'intervenir dans un pays en faillite comme l'Afghanistan.

---

<sup>230</sup> Smith, « Canada in Afghanistan : is it working? »..., p. 19.

<sup>231</sup> American diplomacy, "Success in irregular warfare : Structures and strategies needed", [http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday\\_irregular.html](http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday_irregular.html); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

## CONCLUSION

L'engagement canadien en Afghanistan représente la mission la plus dangereuse à laquelle les FC ont participé depuis la guerre de Corée. Les nombreuses pertes de vies et blessures sérieuses subies au combat suscitent au Canada bien des débats que ce soit sur les énoncés formels du gouvernement justifiant l'intervention canadienne que sur le rôle des FC en territoire afghan. La stratégie adoptée par le gouvernement canadien mettant l'accent sur une approche 3D où le concept du « Whole of Government » est requis pour synchroniser les efforts et intégrer les contributions de chaque ministère, représente la solution pour contrer l'insurrection et rebâtir les diverses institutions de la nation afghane. Étant donné le manque de stabilité et de sécurité, les résultats obtenus démontrent des progrès lents et limités. Cependant, malgré les faits reportés dans les rapports trimestriels et les recommandations rédigées dans le rapport Manley, le gouvernement canadien va retirer la Force opérationnelle opérant à Kandahar en 2011 alors que les objectifs énoncés formellement ne seront pas complètement atteints. L'analyse qui a été présentée au cours des derniers chapitres a soulevé des différences profondes sur le plan normatif et cognitif entre l'institution militaire et l'institution publique qui limitent la synergie requise au sein du WoG pour aider l'Afghanistan à se reconstruire.

Certaines décisions du gouvernement soulèvent des questions parmi les Canadiens sur la pertinence de l'emploi des FC en Afghanistan. Les valeurs pacifistes et anti-américaines des Canadiens sont en conflit avec l'ethos du guerrier dont Hillier a voulu réanimé et les valeurs pro-américaines des conservateurs canadiens qui préconise l'usage de la force. Ces divergences d'opinion sur l'emploi des FC en Afghanistan sont causées par des différences normatives et cognitives entre les dirigeants militaires, les politiciens et bureaucrates, et la population canadienne. Les contradictions entre les énoncés formels gouvernement et les motifs réels

poursuivis dans l'engagement canadien en Afghanistan ne font que renforcer ces différences culturelles.

Les lacunes ou écarts notés dans la synthèse peuvent être rectifiées ou améliorées. En effet, le besoin d'éducation entre les institutions est de mise pour sensibiliser les dirigeants aux différences normatives qui sont souvent reliées au domaine cognitif. Il est recommandé que les ministères concernés profitent de chaque opportunité pour participer à des exercices d'entraînement intégrés mettant l'accent sur le concept WoG. De plus, des opportunités devraient être créées par les ministères pour que leurs membres complètent des cours offerts par les FC au niveau tactique (cours d'opérations de l'Armée de terre), au niveau opérationnel (Programme de Commandement et État-major Interarmées) et au niveau stratégique (Programme d'Étude Stratégiques Nationales). Ces opportunités seraient propices à des échanges d'idées et d'opinions qui seraient un bon point de départ pour sensibiliser les leaders militaires et les dirigeants des ministères impliqués aux différences normatives et cognitives entre l'institution militaire et l'institution publique.

Le manque de communications noté dans le rapport Manley concernant l'engagement canadien en Afghanistan a contribué à fausser la perception des Canadiens sur le rôle joué par les FC et les intérêts recherchés par le gouvernement dans la mission en Afghanistan. Il est recommandé pour un engagement futur, qu'un plan stratégique au niveau des communications soit élaboré pour informer la population canadienne des risques et des dangers au niveau des enjeux en cause. Les valeurs pacifistes et anti-américaines des Canadiens sont un facteur que le gouvernement ne peut négliger pour obtenir le support nécessaire dans une intervention canadienne à l'étranger. Le gouvernement devrait clarifier l'importance des relations bilatérales

avec les Etats-Unis au niveau économique et de la sécurité nationale pour sensibiliser les Canadiens sur les intérêts nationaux en cause.

Les différences normatives et cognitives entre les deux institutions présentent de grands défis pour les dirigeants politiques et militaires quant à l'approche « Whole of Government ». Ces écarts ne peuvent être changés du jour au lendemain. La mission canadienne en Afghanistan a donné un regain de vie à la politique étrangère canadienne et au rôle des FC. Toutefois, les valeurs canadiennes font l'objet d'une longue évolution et sont maintenant encrées dans la société canadienne. Il est alors curieux de se demander si le gouvernement canadien est prêt à engager de nouveau les FC dans un pays en faillite où l'usage de la force sera requis. Est-ce que les différences culturelles entre les deux institutions peuvent être réellement rectifiées ou diminuées?

## BIBLIOGRAPHIE

All Headline News. “Survey: Support by Canadians for military mission in Afghanistan down to 45 percent”,  
[http://www.innovativeresearch.ca/091027\\_All%20Headline%20News\\_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf](http://www.innovativeresearch.ca/091027_All%20Headline%20News_Support%20By%20Canadians%20For%20Military%20Mission%20In%20Afghanistan%20Down%20To%2045%20Percent.pdf); Internet; consulté le 25 février 2010.

American diplomacy. “Success in irregular warfare : Structures and strategies needed”,  
[http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday\\_irregular.html](http://www.unc.edu/depts/diplomat/item/2008/0103/holl/holliday_irregular.html); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

Annis, Roger. “Escalation of Afghanistan war : Canada faces a fateful decision”, Global research; accessible à  
<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601082&sid=aZi7nJUDQw5w&refer=canadab>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Appalachian State University. “Theories used in IS research : Institutional theory”;  
<http://www.istheory.yorku.ca/institutionaltheory.htm>; consulté le 20 janvier 2010.

Audet, Nicolas-Dominic, Frederic Julien et Jerome Leblanc. « Les années Chrétien en politique étrangère et de sécurité », compte rendu d’une conférence tenue le 16 avril 2004, Université du Québec à Montréal et Université de Montréal, 2004.

Beasley, David. “Canadian ambassador : a new strategy in Afghanistan”, Global Atlanta, 14 octobre 2009, accessible à <http://www.globalatlanta.com/article/22220/>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Bouzane, Bradley. “Support for Canada’s role in Afghanistan below 50%: poll.”, *National Post*, 26 octobre 2009; accessible à <http://www.nationalpost.com/story.html?id=2143861>; Internet; consulté le 25 février 2010.

Bratt, Duane. « Mr. Harper goes to war : Canada, Afghanistan, and the return of « High politics » in Canadian foreign policy », accessible à <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2007/Bratt.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *How do we go about building peace while we’re still at war ? Canada, Afghanistan and the Whole of Government concept*. Canadian Defence Academy: Canadian Forces leadership Institute, 2008.

Canada. Ministère de la Défense nationale, « La défense et les conservateurs », <http://www.journal.dnd.ca/vo7/no1/commentaire-fra.asp>; Internet; consulté le 22 octobre 2009.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Le leadership dans les Forces canadiennes : Fondements conceptuels*, Kingston, ON : Institut de leadership des Forces canadiennes, 2005.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Servir avec honneur : La profession des armes au Canada*, Kingston, ON : Institut de leadership des Forces canadiennes, 2005.

Canada. National Defence. *How do we go about building peace while we're still at war? Canada, Afghanistan and the Whole of Government concept*, Ottawa : Canadian Defence Academy, 2008.

Canada. Parliament. Standing Committee on National Security and Defence. *How are we doing in Afghanistan? People need to know*, second session, thirty-ninth Parliament, June 2008.

Canada.com. "Military presence in Afghanistan losing support of Canadians.", <http://www.canada.com/news/Military+presence+Afgghanistan+losing+support+Canadians/2145423/story.html>; Internet; consulté le 25 février 2010.

Canada.com. "NATO endorses much of Canadian stance on Afghanistan", <http://www.canada.com/topics/news/story.html?id=75504de5-551b-4029-92e2-1876ba80c>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Canada.com. "Support for Canada's role in Afghanistan below 50 per cent: survey.", <http://www.canada.com/entertainment/Support+Canada+role+Afgghanistan+below+cent+survey/2145524/story.html>; Internet; consulté le 25 février 2010.

Canadian Institute International affairs. "A responsible global citizen? Canadian contributions", <http://www.canadianinternationalcouncil.org/resourcece/archives/internatio>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Canadian International Development Agency. « Canada's International Policy statement (2005) », <http://www.acdi-cida.gc.ca/ips-development>; Internet; consulté le 25 janvier 2010.

Capstick, Mike. "Strengthening the weak : the Canadian forces in Afghanistan", accessible à [http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:jjQ0Ts4UerMJ:www.canadianinternationalcouncil.org/download/resourcece/archives/internatio/ii\\_vol3\\_no~5+strengthening+the+weak+the+canadian+forces+in+afghanistan&hl=en&gl=ca&sig=AHIEtbRWZGr9cmzjRzqGIOj2XpLeIUN1UQ](http://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:jjQ0Ts4UerMJ:www.canadianinternationalcouncil.org/download/resourcece/archives/internatio/ii_vol3_no~5+strengthening+the+weak+the+canadian+forces+in+afghanistan&hl=en&gl=ca&sig=AHIEtbRWZGr9cmzjRzqGIOj2XpLeIUN1UQ); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

CBCnews Indepth : Stephen Harper. « Foreign Policy speech : Reviving Canadian leadership in the world », [http://www.cbc.ca/news/backgroubd/harper\\_stephen/foreignpolicyspeech.html](http://www.cbc.ca/news/backgroubd/harper_stephen/foreignpolicyspeech.html); Internet; consulté le 29 octobre 2009.

CCIC. « Canadian NGO's in Afghanistan », <http://www.devp.org/devpme/eng/pressroom/documents/pdf/NGOProfiles.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

CNNPolitics.com. "CNN exclusive: Obama on Foreign Policy", <http://www.cnn.com/2008/POLITICS/07/13/zakaria.obama/>; Internet; consulté le 29 octobre 2009.

Collège des Forces canadiennes. « I am Canadian : National identity in beer commercials » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/CGS/LD1 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009).

Collège des Forces canadiennes. « Les bases de la politique canadienne dans les affaires internationales » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/SCO/RP1 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009).

Collège des Forces canadiennes. « L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada. » (Matériel de cours de l'activité C/DS547/CNP/SM-01 du cours du Programme de commandement et d'état-major interarmées 36, 2009).

Cooper, Andrew F. *Canadian foreign policy old habits and new directions*, Scarborough : Prentice Hall Allyn and Bacon Canada, 1997.

Cornellier, Manon. « Harper, ministre des affaires étrangères? », extrait de *Le Devoir*, 31 mai 2008 ; accessible à <http://www.vigile.net/Harper-minstre-des-Affaires>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Dictionnaire biographique du Canada. [http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id\\_nbr=7989](http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?&id_nbr=7989); consulté le 22 octobre 2009.

Donneur, André, Albert Legault et Stéphane Roussel. « La politique étrangère du Canada – Queel est notre marge de manœuvre face aux Etats-Unis ? », extrait de *Le Devoir.com*, 28 octobre 2003 ; accessible à <http://www.ledevoir.com/2003/10/28/39209.html>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Emer, Jon. “Canada: Counterinsurgency manual shows military’s new face”, accessible à <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=37050>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Federal Politics Journal. “NDP : Bloc Quebecois should not support Afghanistan mission beyond 2009”, <http://www.fpj.ca/index.php?name=News&file=article&sid=72>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Fenton, Anthony. « The future of warfare : Canadian counterinsurgency manual reflects US-Canada synergy », *The Dominion*, 11 July 2009, accessible à <http://www.dominionpaper.ca/articles/2770>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Fitzpatrick, Ashley. “Canadian support needed for development in Afghanistan – official”, *Nova News Net*, 6 février 2008; accessible à [http://novanewsnet.ukings.ca/nova\\_news\\_3588\\_13974.html](http://novanewsnet.ukings.ca/nova_news_3588_13974.html); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Forsberg, Carl. “The Taliban’s campaign for Kandahar”, Institute for the study of war, Afghanistan report no 3, December 2009; accessible à [http://www.understandingwar.org/files/The\\_Talibans\\_Campaign\\_For\\_Kandahar.pdf](http://www.understandingwar.org/files/The_Talibans_Campaign_For_Kandahar.pdf); Internet; consulté le 24 janvier 2010.

Global Brief. « Gordon Smith vs Saeed Rahnema : Afghanistan and Canadian interests”, <http://globalbrief.ca/blog/2009/05/13/afghanistan-the-canadian-interest/>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Granatstein, J.L. “What’s next for Afghanistan?”, The Globe and Mail, 29 September 2009; accessible à <http://www.theglobeandmail.com/news/opinions/whats-next-for-canada-in-afghanistan/article1305851/>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Granatstein, J.L. *Whose war is it? How Canada can survive in the post 9/11 world*, Toronto : HarperCollins Publishers Ltd, 2007.

Green Party of Canada. “Redesign Canada’s role in Afghanistan”, <http://www.greenparty.ca/policy/visiongreen/afghanistan>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Gouvernement du Canada. « L’approche du Canada », [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/approach-approche/index.aspx?lang=fra&menu\\_id=13&menu=L](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/approach-approche/index.aspx?lang=fra&menu_id=13&menu=L); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Gouvernement du Canada. “L’engagement du Canada en Afghanistan – juin 2009”, [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r06\\_09\\_f.pdf](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r06_09_f.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Gouvernement du Canada. « L’engagement du Canada en Afghanistan – Rapport trimestriel au Parlement pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2009 », [http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09\\_09\\_f.pdf](http://www.afghanistan.gc.ca/canada-afghanistan/assets/pdfs/docs/r09_09_f.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Harder, John A. and Ali A. Salam. “The triage of Canadian foreign and defence policy : a comparative analysis of the current Canadian Forces mission in Afghanistan and a potential Canadian forces mission to Darfur”, accessible à [http://www.queensu.ca/dms/working\\_papers/Triage%20of%20Canadian%20Foreign%20and%20Defence%20Policy.pdf](http://www.queensu.ca/dms/working_papers/Triage%20of%20Canadian%20Foreign%20and%20Defence%20Policy.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Hayes, Laura, Borgna Brunner and Beth Rowen. “Who are the Taliban? Their history and their resurgence”, accessible à <http://www.infoplease.com/spot/taliban.html>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Hillier, Rick. *A soldier first*, Toronto : HarperCollins Publishers Ltd, 2009.

Hilton, Craig. “Shaping commitment : resolving Canada’s strategy gap in Afghanistan and beyond”, Carlisle, PA : U.S. Army War College, 2007.

Holloway, Steven Kendall. *Canadian foreign policy – Defining the national interest*, Canada: Broadview press, 2006.

Independent Panel on Canada's future role in Afghanistan. [http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/collection\\_2008/dfait-maeci/FR5-20-1-2008E.pdf](http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/collection_2008/dfait-maeci/FR5-20-1-2008E.pdf); Internet; consulté le 10 décembre 2009.

James, Patrick, Nelson Michaud et Marc J. O'Reilly. *Handbook of Canadian foreign policy*, Lanham, United States of America : Lexington books, 2006.

Johnson, B.K. "The Canadian Whole-of-Government approach to state building: How effective is it?", Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme de commandement et d'état-major interarmées – Maîtrise en études de la défense, Collège des Forces canadiennes, 2008.

Joint Force Quaterly. "Irregular warfare is warfare", [http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq\\_pages/editions/i52/20.pdf](http://www.ndu.edu/inss/Press/jfq_pages/editions/i52/20.pdf); Internet; consulté le 12 janvier 2010.

Jorgensen, M.P. "A strategy for peace-building: Canada's Whole-of-Government approach in Afghanistan", Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme d'études de sécurité nationale, Collège des Forces canadiennes, 2008.

Katz, Bruce. « La politique extérieure du Canada au Moyen-Orient » ; <http://www.ababord.org/spip.php?article182>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Keating, Tom. « Multilateralism and Canadian Foreign Policy : a reassessment »; accessible à <http://www.cdfai.org/PDF/Multilateralism%20and%20Canadian%20Foreign%20Policy%20-A%20Reassessment.pdf>; Internet; consulté le 29 octobre 2009.

Kirton, John. "Harper's foreign policy success?", Address to the Canadian institute for international affairs Toronto branch at Gowling Lafleur Henderson LLP, Toronto, 28 novembre 2006.

Kirton, John. « The rule of law from the Gray lecture to global leadership »; papier rédigé pour une conférence sur "Louis St.Laurent' Gray lecture at Sixty", Bishop's university, 2007.

Laxer, James. "Afghanistan : Toward a new Canadian foreign policy", accessible à <http://www.rabble.ca/news/afghanistan-toward-new-canadian-foreign-policy>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Laxer, James. « Stephen Harper's foreign policy », extrait de James Laxer's blog, 19 juillet 2006 ; accessible à <http://www.jameslaxer.com/2006/07/stephen-harpers-foreign-policy.html>; Internet ; consulté le 29 octobre 2009.

L'encyclopédie canadienne. "Relations extérieures"; <http://www.thecanadianencyclopedia.com/PrinterFriendly.cfm?Params=F1ARTF0002695>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Liberal. “Submission of the Liberal Party of Canada to the Independent Panel on Canada’s future role in Afghanistan”, [http://www.liberal.ca/pdf/docs/080108\\_afghanistan\\_en.pdf](http://www.liberal.ca/pdf/docs/080108_afghanistan_en.pdf); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Lounnas, Rezki. “Théorie des institutions et applications aux organisations”, cahier de recherche no 04-01 ; accessible à [http://neumann-hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04\\_04\\_01.pdf](http://neumann-hec.ca/chairemsi/pdfcahiersrech/04_04_01.pdf); Internet ; consulté le 20 janvier 2010.

MacLean, George A. « Canadian foreign policy : Values, principles, and interests », HIIA Papers, Hungarian Institute of International Affairs, 2009.

Mason, Peggy. “ Afghanistan analysis: Canadian strategy making matters worse”, *Mondial*; accessible à [http://www.worldfederalistscanada.org/masonAfghanistan\\_jun06.htm](http://www.worldfederalistscanada.org/masonAfghanistan_jun06.htm); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

May, Clifford D. “The Taliban : a brief history”, *National Post*, 17 juillet 2009; accessible à <http://www.nationalpost.com/news/story.html?id=1799662>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Ministère des affaires étrangères et du commerce international. « A dialogue on foreign policy » ; <http://www.foreign-policy-dialogue.ca/en/discusspaper/index.html>; Internet; consulté le 29 octobre 2009.

Mondial, Interview with Seddiq Weera. “Can Canada succeed in Afghanistan?”, accessible à [http://www.worldfederalistscanada.org/weeraAfghanistan\\_jun06.htm](http://www.worldfederalistscanada.org/weeraAfghanistan_jun06.htm); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Mychajlyszyn, Natalie. “ Afghanistan : Reconstruction and development”, accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0735-e.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.  
National Interest online. “Canada’s three solitudes”, <http://www.nationalinterest.org/Article.aspx?id=10882>; Internet; consulté le 29 octobre 2009.

Norman, M.A.G. “Reinforcing sovereignty with Values : Canada’s mission in Afghanistan through the lens of national interests”, Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme d’études de sécurité nationale, Collège des Forces canadiennes, 2007.

Nossal, Kim Richard. « Les objectifs politiques des examens de politique étrangère : Étude comparée de l’Australie et du Canada »; *Études internationales*, vol. 37, no 1, 2006, p. 57-69; accessible à <http://id.erudit.org/iderudit/013412ar>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Nossal, Kim Richard. *The politics of Canadian foreign policy third edition*, Scarborough : Prentice-Hall Canada Inc., 1997.

Parlement du Canada. Standing Committee on National security and defence. “Canadian troops in Afghanistan : taking a hard look at a hard mission”, <http://www.parl.gc.ca/39/1/parlbus/commbus/senate/com-e/defe-e/rep-e/repfeb07-e.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Parliament of Canada. “Appendix I : Motion adopted by the House of Commons”, <http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/392/faae/reports/rp3598043/faaerp10/11-app1-e.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Phillips, Karin. “Afghanistan : Canadian diplomatic engagement”, accessible à <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0738-e.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Plamondon, Aaron. “The genesis of NATO”; accessible à <http://www.cda-cdai.ca/cdai/uploads/cdai/2009/04/plamandon00.pdf>; Internet; consulté le 22 octobre 2009.

Owen, Taylor et Patrick Travers. “3D vision : can Canada reconcile its defence, diplomacy and development objectives in Afghanistan?”, *The Walrus*, July/August 2007; accessible à <http://www.walrusmagazine.com/articles/2007.07.Afghanistan-and-Canada/>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Pugliese, David. “Hillier’s counter attack against his critics : book review of ‘A soldier first’”, Ottawa citizen, 8 novembre 2009; accessible à <http://communities.canada.com/ottawacitizen/blogs/defencewatch/archive/2009/11/08/hillier-s-counter-attack-against-his-critics-book-review-of-a-soldier-first-by-david-pugliese-ottawa-citizen.aspx>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Rashid Ahmed. *L’ombre des Talibans*, Paris : Éditions Autrement, 2001.

Schmitz, Gerald. « L’administration Obama et la politique étrangère canadienne » ; accessible à <http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublication/prb0837-f.htm>; Internet ; consulté le 22 octobre 2009.

Scott, W. Richard. *Institutions and organizations. Second edition*, California : Sage publications, 2001.

Smith, Gordon. « Canada in Afghanistan : is it working? », Canadian Defence & Foreign affairs Institute, March 2007; accessible à <http://www.cdfai.org/PDF/Canada%20in%20Afghanistan%20Is%20it%20Working.pdf>; Internet; consulté le 10 décembre 2009.

Stein, Janis Gross and Eugene Lang. *The unexpected war : Canada in Kandahar*, Toronto : Penguin group, 2007.

Stoddart, L.S. “The Whole of Government approach : nothing enduring can be accomplished instantaneously”, Toronto : travail rédigé dans le cadre du programme de commandement et d’état-major interarmées – Maîtrise en études de la défense, Collège des Forces canadiennes, 2007.

Struggle.ws. «After for Afghanistan» <http://struggle.ws/pdfs/wt2.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Struggle.ws. «Empire in Central Asia», <http://struggle.ws/pdfs/wt2.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

The international council on security and development. “Canadian Government should prioritize development mission in Afghanistan to address starvation crisis”, [http://www.icosgroup.net/modules/press\\_releases/canadian\\_government](http://www.icosgroup.net/modules/press_releases/canadian_government); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

The international council on security and development. “Peace in Afghanistan – Made in Canada”, [http://www.icosgroup.net/modules/reports/Peace\\_in\\_Afghanistan/press\\_release](http://www.icosgroup.net/modules/reports/Peace_in_Afghanistan/press_release); Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Tristan, Pierre. “History of the Taliban : who they are, what they want”, accessible à <http://middleeast.about.com/od/afghanistan/ss/me080914a.htm>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

UNAMA. The London Conference on Afghanistan. “The Afghanistan Compact”, <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/AfghanistanCompact-English.pdf>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Université de montréal. « Analyse de la politique étrangère canadienne » ; [http://www.pum.umontreal.ca/ca/pdf/2086\\_intro.pdf](http://www.pum.umontreal.ca/ca/pdf/2086_intro.pdf); Internet ; consulté le 17 novembre 2009.

Varner, Bill. “Harper first UN speech, seeks support for Afghan mission”, Bloomberg; accessible à <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601082&sid=aZi7nJUDQw5w&refer=canada>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.

Waldman Matt. « Community peace building in Afghanistan : the case of a national strategy », OXFAM Research report; accessible à <http://www.oxfam.ca/news-and-publications/publications-and-reports/community-peacebuilding-in-afghanistan-the-case-for-a-national-strategy/file>; Internet; consulté le 10 décembre 2009.

Walker, Robert W. *Institutional leadership in the Canadian Forces : Contemporary issues*, Kingston : Canadian Defence Academy Press, 2007.

Weinberg, Paul. “Canada’s military involvement in Afghanistan : why aren’t we having a debate?”, accessible à <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=891>; Internet; consulté le 29 janvier 2010.